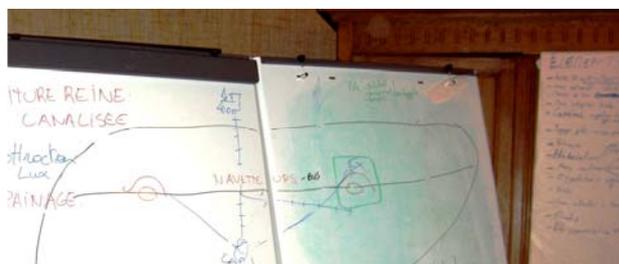
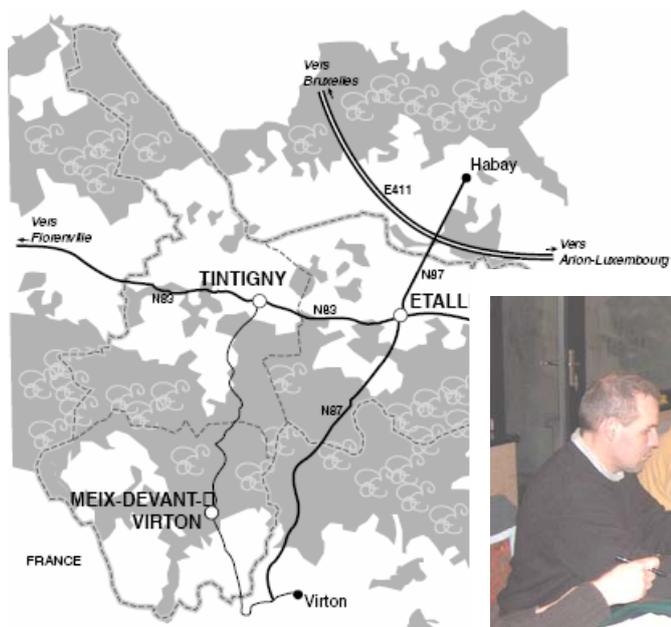


QUEL TERRITOIRE POUR QUELLE AGRICULTURE EN 2022?

COMMUNES D'ETALLE - MEIX DEVANT VIRTON - TINTIGNY

Rapport final Prospective Participative par Scenarisation

Slegten R. et Stassart P. (ULg), Septembre 2006



Animation : Slegten, R. Stassart, P. (ULg)
Ancion, N. (Cuestras)



Avec la contribution de
l'Union Européenne et de
la Région Wallonne



Faculté des Sciences

Département des Sciences et Gestion de
l'Environnement, Site d'Arlon

Socio-économie, Environnement et Développement

Remerciements

L'équipe de recherche de l'ULG tient à remercier tous ceux qui ont rendu cette expérience et son aboutissement possible. Les participants à l'atelier prospectif, hommes et femmes, citoyens, agents de développement, agriculteurs, qui par leur engagement, leurs connaissances et leurs questionnements ont produit un travail extrêmement novateur. Les différents intervenants extérieurs qui se sont prêtés avec compétence et passion au pari d'une prospective participative. Nous les remercions d'avoir accepté de se prêter à une démarche inhabituelle et expérimentale, source d'intérêt mais aussi d'insécurité, d'abstraction et de possible remise en question. Cuestas ASBL pour son rôle clef dans l'ancrage local qui a permis de faire de ce travail prospectif un travail prospectif participatif. Ceci à travers sa réflexion critique, son travail d'organisation et ses multiples contacts.

Ce travail a été rendu possible grâce au financement du FEDER et de la Région Wallonne : Convention 3103, Projet Interreg IIIA Wallonie - Lorraine - Luxembourg et la contribution financière des Communes d'Etalle, Meix devant Virton, Tintigny, la Région Wallonne et le FEOGA dans le cadre de la Convention ELEA214511A041 11003 « Projet réintégrer l'agriculture dans la vie sociale » LEADER +.

Contacts : ULG, Pierre STASSART : p.stassart@ulg.ac.be,
CUESTAS, Nicolas ANCIEN : ancionnicolas@skynet.be



PLAN

QUEL TERRITOIRE POUR QUELLE AGRICULTURE EN 2022?	1
I. PRÉAMBULE : POURQUOI UNE PROSPECTIVE PARTICIPATIVE ?	4
II. Méthodologie	6
1.1 Prospective à visée de « mise en relation »	6
1.2 Scénarios partant de la production d'images : approche par « backcasting »	7
1.3 Des Images et des scénarios contrastés	9
1.4 Déroulement de l'atelier prospectif	9
III. Les 4 images à l'horizon 2022	12
2.1 Image 1 : CADDY	13
2.2 Image 2 : GAUME	16
2.3 Image 3 : MULTICOMPETENCES	18
2.4 Image 4 : SOURCES	20
IV. Quatre scénarios prospectifs	22
3.1 Scénario 1 : CADDY	23
3.2 Scénario 2 : GAUME	27
3.3 Scénario 3 : MULTICOMPETENCES	32
3.4 Scénario : SOURCES	38
Ouvrages de référence	44
Annexe 1 : Liste des participants à l'atelier prospectif	45
Annexe 2 : Description des Images agricoles et territoires	46

I. PRÉAMBULE : POURQUOI UNE PROSPECTIVE PARTICIPATIVE ?

Pourquoi envisager aujourd'hui un exercice de prospective-participative sur l'agriculture ? Les produits alimentaires sont devenus abondants et à un coût relatif à la baisse, la qualité s'est améliorée et la part de l'alimentation dans le budget des ménages régresse régulièrement faisant ainsi une place à une consommation de plus en plus diversifiée. Mais ces constats ne peuvent masquer une réalité pleine d'interrogation pour les agriculteurs : pour qui travaillons-nous ? pour quel revenu ? pour quel avenir ? quelles considérations nous accorde-t-on ? que deviendra la ferme après nous ? Ce questionnement portant sur le sens de l'agriculture prend une dimension particulière sur le territoire de Cuestas quand on le compare aux perspectives qu'offre le travail transfrontalier, chaque jour plus présent, jusqu'à atteindre aujourd'hui le cœur des fermes parce qu'épouses ou successeurs potentiels y construisent leur avenir.

Prolongeant la problématique de l'avenir de l'agriculture et de l'inscription des territoires dans une économie globale, certains observateurs soulignent la banalisation du secteur agricole appelé comme le reste de l'économie, à s'insérer dans une logique de compétitivité qu'appelle l'ouverture des marchés et dont l'ancrage local s'affaiblit de jour en jour. La question est d'autant plus pertinente que dans son diagnostic initial l'ASBL Cuestas a pointé comme problématique majeure : « *un développement essentiellement dicté par des politiques et des facteurs extérieurs, non-gérables ou influençables à partir du territoire et dont l'impact se lit dans l'effet d'une part de banlieusation des communes d'Etalle et Tintigny et d'autre part de marginalisation de Meix-devant-Virton¹* ».

Le débat sur l'agriculture ne peut cependant être réduit à un affrontement idéologique entre défenseurs de la libre entreprise et partisans d'un interventionnisme des pouvoirs publics. Elle procède également d'un renouvellement de la question agricole qui se pose aujourd'hui en d'autres termes que ceux d'hier. Nouvelles interrogations sur la sûreté et la qualité sanitaire et le goût des produits, mais aussi nouvelles questions sur l'environnement, « *eaux, biodiversité et forêts, ressources majeures inexploitées sur le territoire de Cuestas* », sur la place du tissu social dans la gestion et l'aménagement de ces espaces.

De ce fait la question territoriale fournit une nouvelle grille de lecture des questions agricoles. Peut-elle contribuer à trouver une issue aux débats sur les mérites comparés du marché et de l'intervention publique ? Autrement dit, le fait de repenser le métier et les fonctions de l'agriculture non plus simplement selon la seule logique productive mais selon ce qui est attendu de l'agriculture et de l'espace rural par les occupants de cet espace peut-il renouveler les approches et dégager de nouvelles pistes de mobilisation ? C'est précisément la question que pose la fiche projet Cuestas « réintégrer l'agriculture dans la vie sociale ». Ce projet en

¹ Cuestas croisée des chemins partages de savoirs et rencontre de cultures, dossier de candidature à l'initiative communautaire Leader + introduit conjointement par les communes de Etalle, Meix-devant-Virton et Tintigny.

effet vise à « *questionner le sens, l'avenir et l'inscription de l'activité agricole sur le territoire et à explorer des voies nouvelles de maintien et développement de cette activité sur base d'une information permanente et de partenariats originaux* ».

C'est dans ce contexte, que la prospective-participative par scénarisation trouve son intérêt. A la différence des prévisions, la prospective-participative cherche à explorer les avenir possibles compte tenu des situations en place, des forces à l'œuvre, des ruptures éventuelles, des alternatives envisagées selon l'engagement des acteurs. L'atelier prospectif proposé par l'ULG, et mis en place en partenariat avec Cuestas, a mené une réflexion citoyenne dont on trouve la présentation dans ce rapport. Ce rapport est le produit d'un engagement collectif qui a réuni une vingtaine de participants durant 6 mois toutes les trois ou quatre semaines (liste des participants en annexe 1). Cette réflexion a été nourrie par l'intervention de sept experts extérieurs interrogés sur des thèmes spécifiques.

Le rapport qui rend compte de ce travail est composé de trois parties : une introduction méthodologique présente le cheminement des débats de façon succincte. Elle est un résumé d'un rapport méthodologique plus détaillé. La seconde partie introduit le travail prospectif en proposant 4 images contrastées sur l'interaction territoire agriculture à l'horizon 2022. La troisième partie, propose pour ces 4 images 4 scénarios qui développent les hypothèses sur lesquelles la cohérence de chacun des scénarios est construite. Ce travail a fait l'objet d'une évaluation de l'expérience des participants, dans le cadre de Leader +.

II. Méthodologie

La prospective, c'est l'étude des avenir possibles. La prospective et les scénarios qu'elle propose n'a en aucun cas une valeur prédictive car ce qui est recherché est bien du domaine de l'exploration des possibles, comme l'indique son origine latine « *pro-spicere* » qui signifie « regarder devant », c'est-à-dire voir les pistes possibles, les pistes souhaitables et les pistes réalisables. Ensuite, la prospective peut aboutir à des actions, sous un mode quelque peu inhabituel, à savoir celui de chercher demain les raisons d'agir aujourd'hui. En effet, dans un monde complexe où l'on navigue à vue, faute de points de repère, réfléchir sur l'avenir, c'est se donner un (des) horizons(s) vers le(s)quel(s) se diriger².

La littérature nous indique que les scénarios sont des outils développés pour appréhender les dynamiques futures d'objets complexes, par nature incertains, conduisant à une pluralité de futurs possibles et interdisant une approche prédictive (Poux, 2005). Cette complexité, ces incertitudes et l'hétérogénéité des acteurs sont constitutives des sujets qui nous occupent, à savoir le développement du territoire et de son agriculture. Si la méthode de scénarisation semble donc pertinente, il faut encore dans ce cadre préciser quelles ont été nos options méthodologiques.

Notre méthode de travail repose sur quatre choix méthodologiques :

1. La prospective visait à **mettre en relation** des citoyens et des agriculteurs autour d'une réflexion croisant l'avenir du territoire et de l'agriculture.
2. Dans ce cadre la première étape viserait à construire progressivement des images contrastées du futur à l'horizon de 2022, c'est la méthode dite du « **backasting** ».
3. La sélection des images par l'atelier prospectif et la rédaction des scénarios par les chercheurs de l'ULG visaient à produire des scénarios **contrastés**.
4. La construction des images et des scénarios est basée sur un **principe d'alternance** entre contribution d'experts (contradictaires) et exercices de discussions et de création entre participants.

1.1 Prospective à visée de « mise en relation »

Une prospective peut avoir différentes visées

- une visée cognitive : produire des connaissances en vue de fournir des produits formalisés qui permettent d'améliorer la compréhension de systèmes sociaux et de dynamiques complexes ;

- une visée stratégique : produire des plans d'actions, des programmes opérationnels, révélant les valeurs et les préférences quant au futur ;

² La prospective est aussi un outil pour le développement durable. Prenant en compte le temps long (Horizon 2022) et le temps court, c'est-à-dire le présent, prenant en compte les enjeux globaux, les facteurs externes au territoire qui joueront malgré tout un rôle à l'échelle locale mais qui échappent bien souvent lorsque nous agissons dans le court terme, la prospective intègre des espaces temps variables. Elle permet ainsi de nourrir une réflexion collective et citoyenne dont l'horizon devient le développement durable.

- une visée de « mise en relation » : le but est de constituer un groupe de réflexion qui révèle et partage des enjeux et les conséquences de décisions et d'actions humaines, dans une optique d'aide à la décision stratégique.

L'ULg et Cuestas ASBL ont défini leur travail prospectif comme visant à « *la création de groupes de réflexion ayant pour objectif la scénarisation de différentes évolutions possibles des modes d'exploitation de l'agriculture et du territoire dans 3 communes gaumaises (Tintigny, Etalle et Meix-devant-Virton). Les associations, les élus locaux, les agriculteurs ainsi que les citoyens des trois communes invités à participer à ce groupe de réflexion ont été sensibilisés à cette approche au cours d'une première phase coordonnée par Cuestas ASBL via entre autres une exposition photos (document de présentation remis aux participants lors du premier atelier prospectif).* »

Le choix explicite en faveur de la visée de « mise en relation » est motivé par la volonté d'une prospective locale, citoyenne, participative c'est-à-dire réalisée par des habitants du territoire, agriculteurs et non agriculteurs. Nous avons choisi pour cette raison d'appeler nos réunions « atelier prospectif » afin d'y souligner l'engagement et l'esprit d'ouverture que nous y recherchions. A cet égard, la prospective présente l'avantage, en parlant du futur, d'éviter des crispations qui apparaîtraient sur certains sujets s'ils étaient discutés directement au présent. Elle permet comme le dit joliment la formule « ***de faire un détour par le futur pour parler du présent sans se fâcher*** ». Ainsi, elle incite à ouvrir des pistes inexplorées, voire fermées par le discours dominant qui pourtant construit nos idées de l'avenir.

Insistons finalement, sur le fait que ce choix d'un objectif de « mise en relation » ne signifie pas qu'il n'y pas d'objectif « cognitiviste de production de connaissances » mais plutôt que la connaissance ou l'expertise produite sera d'un autre type dont la spécificité est d'être partagée et dont la priorité n'est pas d'être clôturée mais de susciter des débats, des interrogations, des identifications d'enjeux et des prises de position par les acteurs sur leur territoire et son devenir. C'est pour susciter cette ouverture sur le débat et le questionnement, qu'un second choix méthodologique a été opéré.

1.2 Scénarios partant de la production d'images : approche par « backcasting »

La prospective par scénario repose sur une série de principes communs.

- L'**horizon temporel** est défini par deux bornes temporelles, l'une dans le présent et l'autre dans le futur. L'horizon temporel dans notre projet était de 20 ans, mais nous l'avons symboliquement fixé à l'horizon de 2022. Il est important d'aller au delà de l'horizon prédictif (5 ou 10 ans) car plus l'horizon est éloigné, plus on accroît les marges de manœuvre.

- **Les images** sont des descriptions synchroniques - à un moment donné - des situations choisies (en l'occurrence du territoire et de l'agriculture). Les variables mobilisées décrivent alors l'état et les modes de régulation du système renvoyant plus ou moins à des états d'équilibres cohérents.

- Les **cheminements** sont des descriptions diachroniques -en dynamique- du système considéré. Il décrit des relations causales plausibles entre des variables d'évolution et de certaines variables du système.

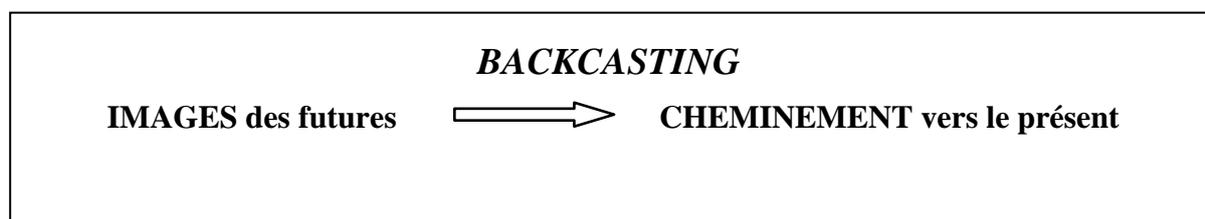
- Les **scénarios ou conjectures** qui constituent la substance des scénarios peuvent alors être de deux types : des conjectures relatives aux cheminements (« sous l'hypothèse qu'il se passe cela, alors les conséquences sont... ») ou celles relatives aux images décrivent

de nouveaux modes de fonctionnement (« dans ce nouvel état du système, la régulation passe dorénavant par... »)

- Ce qui est appelé la **base** consiste en un récit du présent et du passé du système, étayé sur des données variées (statistiques, cartes, simulations, etc.). Elle a plusieurs fonctions : celle de fournir un état de référence synthétique qui permet de mesurer le chemin que décrira le scénario et celle d'un diagnostic à la fois sur le fonctionnement du système et sur les forces qui s'exercent sur lui en dynamique. Dans notre cas, cette base a été essentiellement construite par le biais de témoignages d'experts. Nous insistons sur le caractère de témoignages qui très concrètement s'est traduit par la consigne « *dites nous ce que vous savez mais pas ce que nous devons faire* ». Elle a alimenté la réflexion des participants. Quelques données clefs sont reprises dans les différents scénarios.

A partir des principes communs énoncés ci-dessus, le choix méthodologique à opérer porte sur la manière d'agencer ces principes et en particulier l'ordre dans lequel cheminements et images sont produits. De façon très polarisée on peut décrire ce choix comme situé entre deux extrêmes : soit partir du présent, d'un état des lieux et construire des cheminements progressifs jusqu'à l'horizon fixé c'est le « forecasting » ou bien au contraire commencer par créer des images puis concevoir à reculons les cheminements.

Parce que nous nous étions donné comme mission de travailler avec un groupe de citoyen plutôt que d'expert nous avons choisi la seconde voix, celle du Backcasting qui impose de se projeter d'abord dans des futurs variés avant de reconstruire les cheminements vers le présent.



Dans le *backcasting* il s'agit de commencer par créer des images du territoire et de son agriculture dans vingt ans pour ensuite, à partir de ces images du futur, concevoir les cheminements ou les variables sur lesquelles agir pour faire évoluer la situation présente vers la situation projetée. En d'autres mots, dans des situations où les inconnues sont importantes comme dans notre cas, on essaie d'imaginer directement quelques futurs contrastés, en l'occurrence du territoire et de l'agriculture avec les participants, et ensuite on remonte le temps pour voir si ces futurs sont réalisables et comment.



Dans le *forecasting*, à l'inverse il s'agit de partir du présent en réalisant une étude approfondie des tendances actuelles puis d'envisager des hypothèses contrastées sur une ou plusieurs variables-clés des cheminements et ainsi aboutir à des images des états futurs. Les cheminements sont donc conçus avant les images. Cette approche convient davantage à un travail du type groupe d'experts en particulier lorsque ce groupe a déjà une certaine expérience du travail collectif. Ce travail demande soit une base de départ très importante, soit de réaliser la prospective avec des experts et souvent les deux. Elle correspond donc davantage à la visée cognitive que nous n'avions pas retenue puisqu'elle apparaît moins utile pour notre enjeu de constituer un groupe local de réflexion sur des projets d'avenir.

Le choix du *backcasting* nous amène alors à explicité notre troisième option celle de la recherche de contraste fort entre images et entre scénarios.

1.3 Des Images et des scénarios contrastés

La recherche d'images contrastées renvoie à des statuts variables : il peut s'agir de scénarios construits sur des images souhaitées ou craintes et ou sur des images choisies pour leur capacité à mettre en évidence les variantes de futurs possibles. Nous avons tenté d'éviter les scénarios roses ou noirs, et en cela l'expertise présente et mise en débat a permis de recentrer plusieurs fois la démarche en insistant sur l'équidistance à rechercher entre les différents scénarios. Par contre les participants ont été encouragés à élargir les horizons des futurs possibles. En choisissant par exemple une image de rupture par rapport aux tendances lourdes constatées celle-ci par effet de miroir va mettre en lumière les conséquences positives et négatives du scénario tendanciel et du scénario de rupture. De plus ceci a forcé les participants de l'atelier prospectif à rechercher par rapport à ces images contrastées les atouts ou les ressources du territoire qui pourraient conforter et rendre plus cohérentes ces images contrastées. Ainsi certains participants exhumèrent de leur expérience, des éléments *a priori* en dehors de l'épure des images spontanément envisageables, qui donneront de la substance et ainsi de l'attrait à une image novatrice. Nous verrons que ce travail de mise en cohérence amène à envisager des variables dynamiques qu'on n'avait pas envisagées au départ.

1.4 Déroulement de l'atelier prospectif

Quatrième et dernier choix méthodologique : celui de l'alternance. En fonction du double choix du *backcasting* et de la recherche de contraste, le déroulement des ateliers prospectifs a été organisé en trois temps : exploration, mise en tension et construction de la cohérence.

- 1) une phase exploratoire (6 soirées en 4 mois) où experts et participants et experts ont exploré les futurs possibles qui a aboutit à la production de trois images sur le territoire et 5 images sur l'agriculture par l'atelier prospectif ainsi qu'à l'identification par les chercheurs d'une série de variables dont les états (hypothèses sur chaque variable) et les combinaisons vont définir les cheminements.
- 2) Une phase de mise sous tension (atelier d'une journée) qui aboutit à un double choix
 - a. sélection de 4 images contrastées sur les 15 possibilités qu'offrait le croisement de l'axe agriculture (5 images) avec l'axe territoire (3 images).
 - b. choix des états des variables identifiées comme hypothèses motrices ou auxiliaires dans chacun des scénarios sélectionnés

- 3) Une phase de rédaction comprenant
 - a. Un rapport préliminaire à valider par les participants de l'atelier prospectif
 - b. Un rapport final à valider par l'assemblée générale de Cuestas ASBL

Le choix du backcasting, implique que le travail demandé aux participants est à la fois un travail d'imagination et de projection à l'horizon de 20 ans et que ce travail est un travail d'intégration dans un format particulier qui est celui des images. Ce travail est nourri selon un principe d'alternance. Nous parlons d'une alternance entre les interventions d'experts et les discussions et exercices de création entre participants. Cette alternance avait donc lieu à la fois entre les différents ateliers prospectifs dans la mesure où certains comptaient des experts et d'autres non. Mais cette alternance avait aussi lieu au sein des ateliers où les experts étaient présents, entre leurs interventions et ensuite les débats entre les participants. Enfin dans la mesure de nos possibilités, les interventions d'experts étaient plurielles, contradictoires, nationales et extérieures à la Belgique. L'organisation des interventions des experts a été organisée selon les deux axes : territoire et agriculture de telle façon que ces deux thématiques ont été traitées de façon dissociées et successives au cours des six premiers ateliers prospectifs.

1er décembre 2005 : Création d'images sur les deux axes Agriculture et Territoire (17*³)

- Présentation de la démarche de scénarisation, des objectifs du travail, du fonctionnement des ateliers prospectifs et de leur utilité par la suite
- Initiation : création de 3 images du futur sur l'axe territoire et sur l'axe agriculture

10 janvier 2006 : Exposés prospectifs : développement du Luxembourg et impacts sur le territoire (17*)

Orateurs : J. Langers, Expert en Démographie Economique à la STATEC et C. Feltz, Professeur d'Aménagement du Territoire à la Faculté des Sciences Agronomiques de Gembloux.

- Exposé prospectif de Mr Langers sur le développement du pôle luxembourgeois
- Exposé de Mr Feltz : évolution des questions d'aménagement du territoire en Lorraine belge, des années 70 aux années 2000
- Création d'images floues du territoire à partir de la réflexion découlant des exposés et du débat.

31 janvier 2006 : Création d'images sur l'axe territoire (14*)

- Développement de 3 images du futur du territoire par les participants de l'atelier prospectif

16 février 2006 : Exposé sur l'évolution du métier et de la profession agricole (17*)

Orateur : M. Mormont, Professeur et directeur de l'unité Socio-Economie Environnement et Développement de l'ULg.

- Exposé de Mr. Mormont : évolution de la profession d'agriculteur du début du 20ème siècle à nos jours
- Débat sur enseignements et les recoupements possibles avec les images territoire mises en place.

³ Nombres de participants

Les trois derniers ateliers ont été consacrés à l'agriculture. Ils ont abouti à la création de 5 images sur l'agriculture et ont permis de définir trois images du territoire.

7 mars 2006 : Exposés sur la problématique de l'élevage au niveau européen et local (14*)

Orateurs : Mr J-C Guesdon, Chef de département Economie de l'Institut de l'Elevage en France et le Professeur Lebailly, Chef du département Economie et Développement Rural à la Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux

- Exposé prospectif de Mr Guesdon sur l'élevage bovin viandeux et laitier en Europe
- Réaction de Mr Lebailly, spécialiste économie rurale en Région Wallonne
- Réflexion sur ce que ces deux exposés apportent dans la construction des images sur l'évolution de l'agriculture.

27 mars 2006 : Présentation démarche prospective agroalimentaire et territoire (15*)

Orateur : Mr Ph.Lacombe, Chargé de Mission à l'Institut National de la Recherche (INRA) en France

- Exposé démarche de prospective et résultats sur l'évolution de l'agro-alimentaire en France.
- Débats et réflexion sur les enseignements et les recoupements avec les images de l'agriculture déjà forgées.

22 avril 2006 : la journée de production des scénarios – la mise sous tension ! (9*)

- Eliminer les images croisées incompatibles et choisir 4 à 6 images du futur
- Débat et choix sur les hypothèses motrices et auxiliaires afin de préciser les cheminements menant aux images choisies

18 mai 2006 : restitution des résultats (14*)

- Témoignage des participants de la journée du samedi 22 avril sur le travail réalisé
- Présentation des scénarios, débat sur les hypothèses choisies et les raisons de certains compromis
- Perspectives par rapport à la phase 3 restitution grand public

III. Les 4 images à l'horizon 2022

Le résultat de l'atelier prospectif a abouti au choix de 4 images. Ces images ont été choisies à la croisée des images de l'axe agriculture et de l'axe territoire (images décrites en annexe 2). Ce choix a été opéré en deux temps : d'une part une série de combinaisons jugées incompatibles ont été retirées et d'autre part parmi les 10 images retenues initialement, le choix final portant sur quatre images a été guidé par la recherche des contrastes les plus intéressants et l'équilibre qu'elles offraient ainsi.

Figure 1 : choix des images à la croisée de l'axe territoire (vertical : 3 images) et de l'axe agriculture (horizontal 5 images)

	Agriculture européenne forte dans économie mondialisée	Ordre agro alimentaire agriculture comme maillon de filière	A visage Gaumais	Agriculture de service aux Cuestas	Soigneur de vie
Adaptation dans la continuité		CADDY			
Ressourcement - Clairière			GAUME!		SOURCE
Pôle d'excellence technologique				MULTI COMPETENCES	

La première image est « **CADDY** », c'est l'image d'un territoire qui a su s'inscrire dans la dynamique de globalisation et de métropolisation de la région. La seconde image, baptisée **GAUME** propose une rupture : à côté des dynamiques externes, le territoire développe son propre projet. A l'intérieur du territoire sont mobilisées des ressources très diverses qui dessinent un nouvel horizon pour l'agriculture. La troisième image, baptisée **MULTICOMPETENCE** parie quand à elle sur l'acquisition et l'organisation de nouvelles compétences liées à la gestion du territoire, les fonctions multiples de l'agriculture - non exclusivement nourricières - y sont reconnues. La quatrième image baptisée **SOURCE**, pose de façon plus radicale la question de l'avenir des rapports entre citoyens agriculture et nature.

Passons en revue ces quatre images contrastées à l'horizon 2022

2.1 Image 1 : CADDY

« CADDY »

Globalisation, banlieue verte métropolitaine, scénario résidentiel and Business as usual (image 1x2)

L'ouverture des marchés entamée dans les années nonante atteint son plein effet. Le développement de zones hypercompétitives au niveau mondial s'est affirmé autour des grandes métropoles Luxembourg, Paris, Bruxelles, Lyon. En périphérie de ces gisements de croissance et d'emplois basés, le territoire de Cuestas s'adapte à cette dynamique de mondialisation.

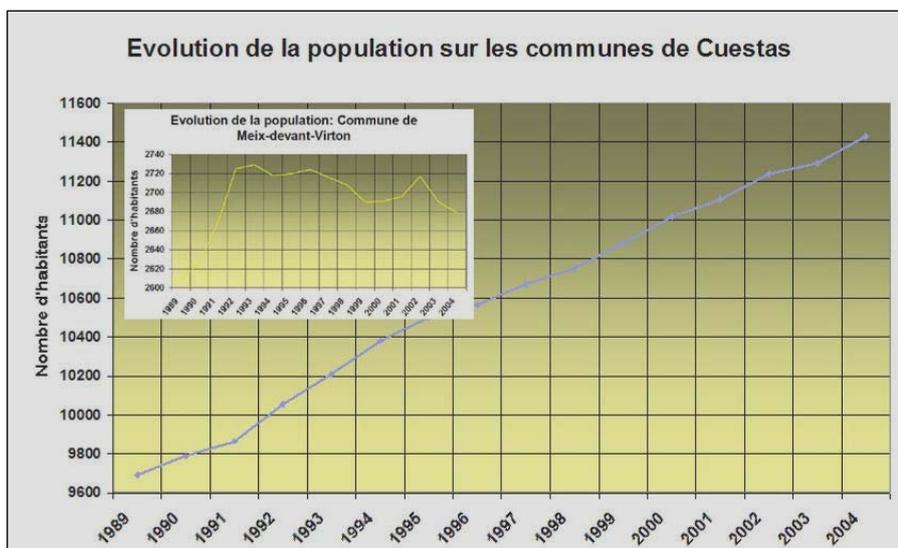


Circuler !

La circulation des biens et des personnes prime. Les lieux de production des biens alimentaires n'ont plus de relation avec les lieux de consommation. L'accroissement constant des navetteurs a nécessité de **canaliser** les flux de mobilité. Le TGV met Paris à une heure et Madrid à 4 heures. Au niveau local, le développement des surfaces de parking et d'aires commerciales autour des gares d'Habay et Marbehan ainsi que le long des routes à 4 bandes et contournements deviennent monnaie courante. Seuls quelques night shops subsistent au centre des agglomérations. Les zonings se multiplient autour d'Etalle, qui est devenu insensiblement la nouvelle capitale de la Gaume économique. Meix-devant-Virton a obtenu le statut de poumon vert. Tintigny est scindé en deux entre le poumon économique d'Etalle et le pôle touristique de Florenville. Cette nouvelle organisation spatiale du territoire amène une

division/spécialisation par fonction. Toutes les localités ont transformé de la Surface agricole en zone à bâtir. En 20 ans la population a doublé, les lotissements s'étirent le long des axes de communication rassemblant ainsi les anciens noyaux villageois. Ces changements structurels ont amené les communes à favoriser l'installation des agriculteurs les plus performants dans des zonings.

La spécialisation différentiation du territoire est déjà présente : la population de Meix est relativement stable alors que celles des autres communes de CUESTAS croit fortement..



Source : Données INS 2005

Fournir le marché mondial !

Pilotées par les nouveaux leaders économiques que sont les grandes chaînes de distribution, les fermes d'autrefois dispersées dans les paysages bucoliques des cuestas sont donc maintenant regroupées dans des zonings artisanaux, proches des grands axes routiers et des centres logistiques. Le découplage entre agriculture et production agro-alimentaire est réalisé : les animaux ne sont plus nécessaires à la production d'une viande synthétique et le lait est raffiné comme autrefois le pétrole. Enfin le silo à céréales a remplacé la cuve à mazout chez les particuliers comme source d'énergie.

Les agriculteurs les plus dynamiques sont devenus des entrepreneurs, un œil rivé sur les cours des matières premières et l'autre sur la bourse de rachat des exploitations agricoles en Amérique Latine, nouvelles perspectives à leurs successeurs. Les autres devenus producteurs à titre complémentaire, sont salariés de filières, coincés entre fournisseuses d'intrant et industries d'aval, au mieux réduit à un travail de sous-traitance. Quelques résistants ont valorisé l'usage du cheval de trait et survivent grâce à des marchés informels. La foire de Libramont s'est vue remplacée par la biennale des « carrefours de l'innovation agroalimentaire » organisée par un consortium de distributeurs européens.

Au-delà des certitudes économiques des questions...

N'est ce pas un territoire générateur d'inégalités pour ceux qui n'ont pas su s'adapter au gisement d'emplois extérieurs (prix immobilier, gestion du temps, etc.). L'imposition de plus en plus drastique de normes sanitaires et de traçabilité par la Grande Distribution est-elle une réponse adéquate à l'inquiétude des consommateurs? Les « petits » producteurs n'ont-ils d'autres alternatives que de développer des stratégies de résistance ou de disparaître ? Plus largement jusqu'où accepter la dépendance ? Qu'advierait-il si une crise mondiale mettait « A VENDRE » le Grand Duché de Luxembourg ?

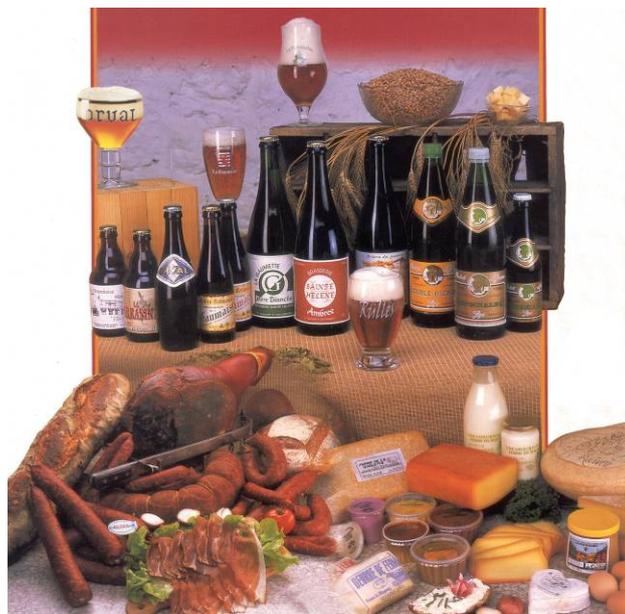
A ces interrogations l'image 2. propose un projet mobilisateur, vecteur d'engagements et de plus d'autonomie pour le territoire Cuestas

2.2 Image 2 : GAUME

« GAUME ! »

Produit de qualité lié à l'origine dans un territoire de ressourcement (image 3x2)

Suivre son caddy, s'adapter au développement des métropoles : hier Luxembourg, aujourd'hui Nancy... , l'adaptation doit-elle se faire à tout prix ? Faut-il attendre un nouveau choc, pétrolier, boursier, ou climatique pour que la société se remette en question et que la spéculation sur le parc immobilier subisse un assainissement drastique ? Cette image propose une rupture. Elle fait le pari d'un territoire ayant développé une capacité de choix au niveau local, il propose de donner une nouvelle impulsion à la fonction alimentaire de l'agriculture à la croisée entre le territoire ressource et les produits de qualité basée sur l'origine.



Le modèle des produits fermiers et des labels de qualité basés sur l'origine des produits est devenu le moteur d'un nouveau développement de l'agriculture et du développement d'une nouvelle forme d'emploi diffus. Cette dynamique s'appuie sur une nouvelle réglementation européenne qui contraint maintenant les anciens produits d'appellation d'origine d'intégrer une dimension environnementale. Si au siècle passé la Gaume était avant tout le contrepoint ensoleillé des bulletins météo, le dessinateur de Bande Dessinée Servais s'était fait l'ambassadeur romantique d'une Gaume d'autrefois bucolique. De fait la Gaume fut au siècle passé un territoire de biodiversité unique pour la Belgique. Agriculteurs, naturalistes, gastronomes ont su intéresser des artisans charcutiers et fromagers français pour fonder un centre de savoir-faire à Virton. Le label « soleil de Gaume » s'est étendu à une large gamme de fromages et de charcuteries, le bœuf des vallées gaumaises et la truite de la Vire sont au

menu des grands Chefs à Luxembourg, les brasseries artisanales ont créé un label « Cuvée de Gaume » et les vins fruités des Cuestas retrouvent leur lustre d'antan. La chambre des consommateurs gaumaise intervient régulièrement dans la négociation des permis de bâtir des supérettes pour imposer un quota minimum de produits locaux et labellisés dans leurs linéaires. Les grandes surfaces ont été confinées à la zone transfrontalière tandis que les supérettes fleurissent. On y accueille chaque week-end des marchés fermiers.

Cette dynamique s'inscrit dans une nouvelle politique de mobilité symbolisée par les villages 30 km/h : réaménagement des voies lentes, des routes secondaires qui assurent une occupation réticulée du territoire. Politiques locaux et monde associatif mettent en place une démarche dont le succès tient davantage à l'engagement volontariste des habitants qu'à la contrainte et la peur du gendarme. La fédération des marchés fermiers et marchés gourmandes gaumaises organise tout au long de l'année des allures libres gastronomiques, des concours de table d'hôte. L'Université d'été décentralisée de l'ULG y tient une école du goût à l'abbaye d'Orval en collaboration avec l'Horeca. « Gaume » est devenu le laboratoire d'un modèle alternatif à la « food valley » et au tout à la technologie : face au *fast food* le *slow food* s'impose.

Une fonction nourricière élitiste ?

Ne risque-t-on pas une dualisation de la consommation ? Entre des consommateurs à revenu confortable qui ont accès à ce marché et des consommateurs à faible revenu qui se rabattent sur des produits « discount ». La médicalisation de l'alimentation liée au vieillissement de la population peut-elle s'accommoder d'une approche festive et gastronomique de l'alimentation ?

La fonction nourricière est-elle l'avenir de la production agricole ? La troisième image propose une réponse à cette question.

2.3 Image 3 : MULTICOMPETENCES

3. MULTI COMPETENCES

Un territoire pôle technologique à la pointe dans son domaine. Une agriculture de service aux Cuestas, avec des gestionnaires de la nature.

La crise énergétique de 2010 a été ressentie de façon aiguë dans ce territoire à la bordure de la Belgique. Coût de la mobilité, réchauffement climatique d'un côté, ressource en eau et en bois de l'autre ont amené une prise de conscience sur les questions environnementales, que l'apport de population extérieure suite au développement du pôle luxembourgeois a conforté.



Un choix local a été réalisé. Celui d'obtenir un territoire tourné vers de « nouvelles activités » centrées sur des enjeux de développement durable globaux : énergie, eau, biodiversité. Ces nouveaux enjeux (développement durable) appellent la mobilisation de compétences combinées au développement de technologies. On a donc vu la mobilisation de deux types de ressources : les ressources dites naturelles (foncier, bois, Natura 2000) et les compétences ou ressources dites intellectuelles.

Autour de la prise de conscience des problèmes environnementaux, des entreprises locales performantes technologiquement cherchent à se réarticuler avec des centres de production de

savoir. Le monde agricole s'inscrit progressivement dans ce mouvement plus large, parce qu'il peut développer des compétences autour de multiples fonctions.

La question de la mobilité n'est plus celle des personnes mais bien de l'interconnexion entre pôle de développement des connaissances. Ceci implique des connexions avec l'extérieur à la fois assurées par le télétravail et par des déplacements moins réguliers vers les centres de production de connaissances. Cette mobilité des compétences est assurée à travers le développement du réseau européen de train à grande vitesse de seconde génération, auquel la place forte de Luxembourg donne accès alors que Bruxelles, minée par d'incessantes luttes institutionnelles n'a pas encore acquis son premier terminal. L'afflux de nouveaux habitants est régulé par leur engagement dans les technologies durables (habitat, collectivité) et les compétences professionnelles originales qu'ils offrent en la matière.

Le monde agricole n'a pas manqué cette mini révolution. Après une forte diminution du nombre d'agriculteurs, la profession se restructure. Elle s'est en effet rendu compte que les nouvelles compétences recherchées dans la région l'ont mise devant un choix crucial : accepter que la fonction alimentaire de son métier ne soit plus centrale, pour développer d'autres activités de services ou bien disparaître. Les nouveaux interlocuteurs sont les élus communaux gestionnaires de l'espace, les naturalistes soucieux de la biodiversité et les collectivités à la recherche de formes d'énergie nouvelles. C'est le modèle du gestionnaire partenaire du territoire qui s'impose au détriment de celui de jardinier cantonnier piètre image d'un exécutant sans aucun pouvoir d'initiative.

Les projets sont soutenus en fonction de l'interaction avec le reste de l'économie régionale. A la logique de spécialisation industrielle s'est substituée une logique de services aux collectivités. Reconnaissance et rémunération des travaux d'aménagement que les agriculteurs réalisaient déjà autrefois : entretien des fossés etc., développement de nouvelles activités de gestionnaire de la nature. La « monoculture » de l'élevage bovin a disparu. Les troupeaux mixtes de moutons et bovins sont des paysages typiques que l'on retrouve sur certaines cartes postales des cuestas. L'agriculture fournit donc actuellement des services en matière d'entretien de l'espace, de prévention des risques naturels et de construction d'externalités valorisables par d'autres activités, notamment touristiques. Ce ne sera pas non plus une logique de spécialisation mais une logique de multifonctionnalité pour les activités et de pluriactivité pour les hommes concernés.

2.4 Image 4 : SOURCES

IMAGE SOURCES

Dans un système mondialisé, le rythme de vie des urbains et des néo ruraux aboutit à une dévitalisation de leurs conditions de travail et de vie. Déconnectés, ils sont à la recherche de source de vie. Le territoire est l'une de ces sources grâce à son plan de développement lent. Celui-ci a été élaboré autour de deux axes: réarticulation du temps du travail et du temps social à l'inverse du temps industriel qui découpait vie professionnelle et loisirs, ancrage dans les temps et rythme de la nature. Ce développement aboutit à une transformation fondamentale de l'identité des éleveurs et cultivateurs. Un nouveau modèle de fermes apparaît où la production de « vie et de temps... d'arrêt » devient centrale dans leurs pratiques.



Accélération instantanée, vitesse, dans une économie mondialisée le temps des loisirs est un indispensable supplétif qui permettait à l'homo « economicus » de « tenir la distance ». Psy, coaching individuel, médicament, masquaient mal le malaise autour de ce rythme fou. Le désir d'un nouveau souffle s'est fait sentir pour recomposer temps de travail et temps social dans un nouvel équilibre. Secondaire et palliative dans l'économie globale, cette question devient la colonne vertébrale d'une politique ambitieuse pour le territoire des Cuestas. Son but redistribué le temps c'est-à-dire la qualité de vie qui profitait autrefois à ceux qui en avaient les moyens parce qu'ils en rachetaient à ceux qui en produisaient bon marché : garde des enfants, éducation, santé culture etc. .

Un vaste programme européen de lutte contre le réchauffement climatique a permis de voir émerger un projet mobilisateur, la voie ferrée transgaumaise. S'appuyant sur une coalition d'associations de naturalistes, de formation permanente et de propriétaires forestiers, le CRIE (Centre Régional d'Initiation à l'Environnement) de Buzenol a créé le projet « rythmes

et temps de la forêt sinémurienne ». Dans une seconde phase, l'exploitation commerciale de la ligne de chemin de fer Marbehan Croix Rouge a été prolongée et reconvertie. En effet, une coordination d'associations a négocié avec l'appui des pouvoirs publics, une valorisation originale de la ligne. Elle a convaincu la multinationale de production d'eau minérale d'inclure dans son contrat de gestion « intergénérationnel », un volet investissements dans la re-valorisation de la ligne de chemin de fer existant. Grâce aux compétences des amis du rail gaumais, la prolongation de la voie ferrée et sa connexion avec la ligne Athus-Meuse assure maintenant la jonction entre le Nord et le Sud Gaumais. L'axe lent Nord Sud du territoire des Cuestas se voit ainsi désenclavé, les pôles économiques Nord et Sud de la Gaume sont reliés. Le projet « Speed Way » 4 bandes Etalle Virton est définitivement enterré.

Face à l'ancienne valeur refuge des Cuestas, pour ses résidents, qui permettait de « compenser » un stress professionnel, toujours plus prégnant, le territoire des Cuestas décide à l'inverse de « sortir du bois » pour jouer son va tout de façon collective. Il met la qualité de vie au centre de ses stratégies de développement et d'accueil d'une population extérieure. Le plan « décélération territoire lent » portant sur la mobilité, la nature, et l'organisation des services à la collectivité est mis sur pied.

- Un choix stratégique est fait en faveur d'une vitesse « décélérée pour les véhicules individuels : réduction drastique de la vitesse traduite dans la généralisation des zones lentes (30 km/h) et une valorisation d'un réseau de voies secondaires qui assure une occupation réticulée du territoire. Politiques locaux et monde associatif mettent en place cette politique de mobilité lente qui tient davantage du volontarisme des habitants que d'une démarche contraignante que seule la peur du gendarme motiverait.

- Le CTRR, le Centre des Temporalités Reconstituées de Rossignol, organise des stages réputés sur la découverte des temporalités du territoire : les temps de la vie animale, organisé en collaboration avec la fédération des éleveurs, le temps générationnel du cycle de l'eau et celui de la forêt, les temps de la sonorité avec les académies de musique . Ce vaste programme d'écoute à la nature a su s'étoffer à partir de quelques modestes activités initiales telles que cueillette des champignons, protection des migrations de batraciens ou séance audio autour du brame du cerf.

- Ce territoire a une vocation d'accueil du monde extérieur, mais ceci dans une logique de tourisme diffus d'accueil chez les fermiers, leurs troupeaux et leurs plantes sont vos hôtes. Initié par les fermes ressourcements, en collaboration avec les centres d'hippotherapies et une association de maison de retraite et des entreprises d'économie sociale, le concept « Slow » terroir est né. Les fermes et leur patrimoine de vie voient des espaces interactifs où individus, familles ou associations sont amenés à vivre une expérience avec l'animal et son troupeau, ses rythmes et rapport avec la nature. Lieux de revitalisation, elles rendent à la vie sa dimension sensible. La gestion lente des pâturages, transforme les paysages : les chevaux, les moutons et les bovins ne sont plus des « troupeaux de production » mais des couleurs et des respirations, troupeaux mosaïque qui fleurissent le paysage. La fonction de production n'est plus ce qui donne sens au métier même si des pâtures et de l'entretien de la vie de la terre passent par la culture et les rotations même s'il est utile de garder un outil de production que l'on peut réactiver en cas de crise. Ce qui est valorisé ce n'est plus la qualité des produits mais la qualité du temps généré sur ces lieux. Slow terroir, certifié d'ailleurs un label de qualité temps, ouvert aux fermes, au monde associatif, aux entreprises et aux administrations publiques.

IV. Quatre scénarios prospectifs

En explorant le champ des futurs possibles là où la prévision ne définit que le futur le plus probable, la scénarisation éclaire la décision mais ne s'y substitue pas...Le développement des scénarios est une manière d'explorer les possibles en cherchant à identifier les cohérences que l'on peut construire autour des forces et des faiblesses identifiées. La probabilité d'occurrence d'un scénario pur est très réduite. Ce qu'apprend le travail prospectif c'est que chacun de ces scénarios possède à la fois ses points forts et ses points faibles. Un futur idéal serait sans doute un mix de ces scénarios. Mais le futur réel pourrait être bien meilleur ou bien pire selon les choix que fera la société face aux transformations en cours. Notre propos en développant ces scénarios est d'ouvrir un espace de réflexion en envisageant les implications positives et négatives des différentes trajectoires développées.

Pour construire la cohérence des 4 images identifiées nous avons cherché à décrire les hypothèses sous lesquelles les cheminements qui mèneraient aux images identifiées puissent se réaliser. Nous distinguons des hypothèses motrices (principales) et des hypothèses (motrices) auxiliaires (Sébillotte, 2002). Les hypothèses motrices principales sont celles qui ont suffisamment d'influence sur les autres hypothèses que pour mettre en route le scénario. Mais simultanément elles doivent être suffisamment dépendantes pour qu'il y ait levier pour agir sur elles. Les hypothèses motrices auxiliaires sont des hypothèses qui permettent la poursuite des impulsions données par l'hypothèse ou les hypothèses motrices. Partant de cette distinction entre hypothèses motrices et auxiliaires, les participants à l'atelier prospectif ont hiérarchisé les hypothèses clef de réalisation des différents scénarios. Les chercheurs ont ajouté par la suite les atouts et les contraintes liés à la réalisation de ces scénarios.

3.1 Scénario 1 : CADDY

Le scénario caddy attribue un rôle clef à la grande distribution et dans une moindre mesure à l'industrie agroalimentaire dans les transformations qui affectent le développement de l'agriculture.

A. HYPOTHESES

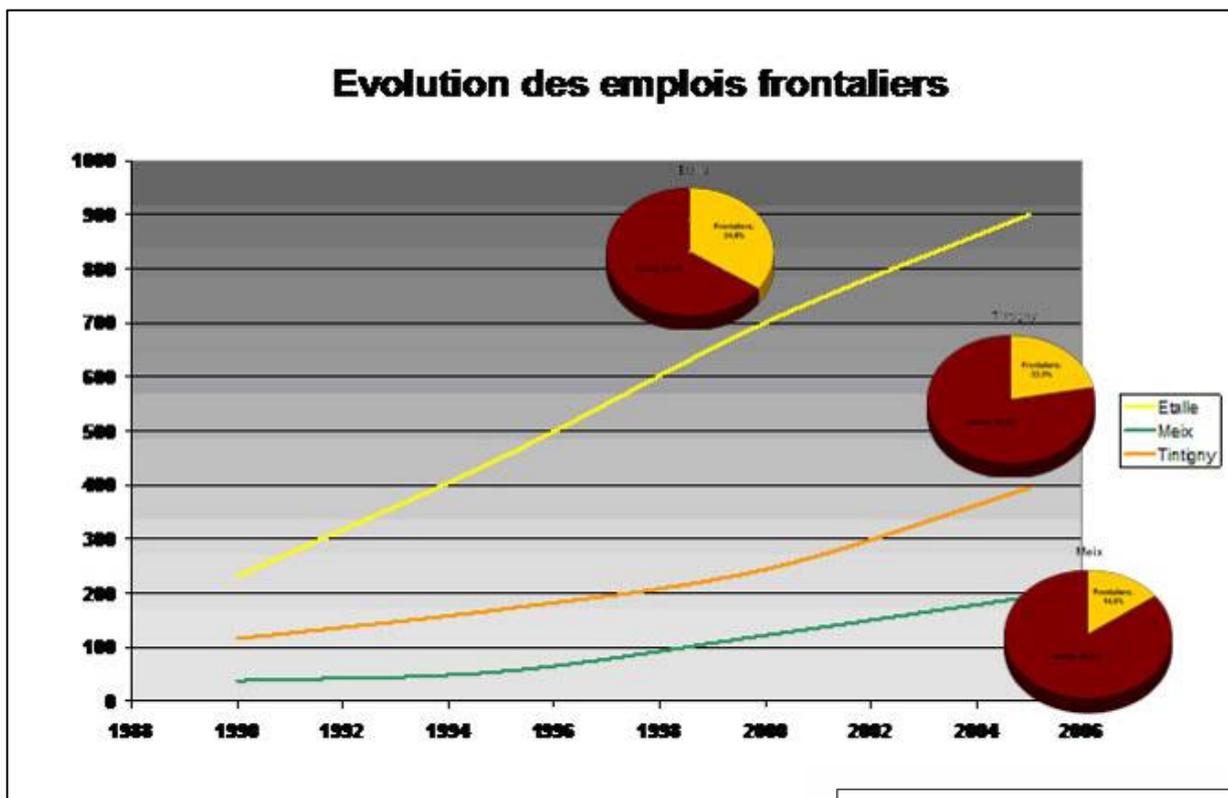
L'hypothèse motrice est que les distributeurs et l'industrie agroalimentaire développent des gammes de produits issus de la transformation alimentaire et identifiés par des marques commerciales. La distinction entre les produits de qualité spécifique ou supérieure, qui font appel à la notion de terroir et de production différenciée et ceux fabriqués selon des standards industriels, tend à être affaiblie. Les stratégies de différenciation s'opposent aux politiques des certifications officielles de qualité. L'innovation porte sur les produits finaux, elle est dite décalée : emballage, produits allégés/enrichis/recomposés, génétiquement modifiés. Si de nouveaux critères de qualité portant sur la production apparaissent ils portent sur de « nouvelles » demandes de consommation à portée globale et sont négociés avec des ONG telles que Greenpeace et l'industrie agroalimentaire. C'est ainsi que des préoccupations telles que le réchauffement climatique, la déforestation dans les pays du Sud et le coût des transports se traduisent dans des labels tels que l'empreinte écologique.

L'hypothèse motrice s'appuie sur trois hypothèses auxiliaires : retrait de l'intervention publique des activités à valeur marchande, accès aisé en terme de mobilité aux gisements d'emploi dans les métropoles, progrès par l'innovation technologique.

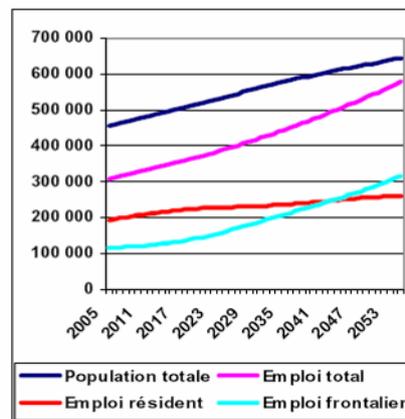
1. Les barrières tarifaires et les contingentements ont disparu. A partir de 2015, les pays de l'Est et d'Amérique Latine constituent une concurrence sur les produits de base non différenciés. L'idée de souveraineté alimentaire européenne est abandonnée grâce à une politique de normes sanitaires âprement négociée au niveau de l'OMC. La grande distribution alimentaire et les groupes agroalimentaires, largement internationalisés, prennent la place d'un Etat se retirant progressivement du secteur agricole sous l'effet d'une idéologie libérale qui finit par s'imposer en Europe. Il se structure autour de deux grands mouvements : nouveaux leaders économiques et retrait de l'état ensuite, les soutiens à l'agriculture sont considérablement réduits, ou éventuellement réorientés, et les barrières non tarifaires sont complètement démantelées à la suite des négociations internationales (OMC, Codex Alimentarius, etc.). L'Europe élargie, fait l'objet d'une gestion à géométrie variable, encourageant la diffusion de la métropolisation à certaines régions (couloirs de prospérité) sans parvenir à compenser les disparités régionales.

Dans ce contexte le territoire de Cuestas subit les transformations suivantes. D'un point de vue agricole le territoire comme « supports à la performance de production » est marginalisé, coût et productivité y sont trop faibles comparé aux grandes régions agricoles tels que la Hesbaye ou la Beauce en France. Par contre ce territoire fait office de banlieue des grandes métropoles. Il vaut par sa valeur résidentielle et banlieue verte, structuré autour de fonctions dissociées. Espace de loisirs le territoire vient ici contrebalancer le rythme stressant auquel la vie professionnelle soumet les habitants. Centres hippiques, centre culturel, Jazz caddy

festival, sont autant de lieu et de moment où l'on recrée de la convivialité « barbecue ». Un second enjeu en terme de confort de vie sur le territoire devient crucial : celui de la mobilité.



2. La **mobilité** est celle de la voiture reine ! Les pouvoirs publics locaux, régionaux nationaux et transnationaux investissent dans les infrastructures afin d'accroître la mobilité individuelle des personnes. La voiture est le moyen de transport privilégié. D'importants efforts technologiques sont faits pour en réduire la consommation. La voiture à Hydrogène est annoncée. Les gens se déplacent individuellement. Chaque ménage possède sa voiture, la seconde voiture, voiture de service est prise en charge par les entreprises. Les grands axes routiers ont été régulièrement agrandis. Les contournements des villages, les tunnels et ponts ont accru la sécurité des déplacements et contribué à en réduire le coût. Ceci suppose donc un coût du carburant maîtrisé via des innovations (substitution de carburant, innovations techniques). L'infrastructure ferroviaire TGV est généralisée à l'Union Européenne ; les premières plates-formes de dirigeables ont été inaugurées à Luxembourg pour les voyages et les meetings transcontinentaux. Mais la technologie n'est pas qu'un enjeu pour la mobilité !



Prévisions pour le Luxembourg
(Source : Statec Luxembourg)

3. L'innovation et la technologie se développent dans les métropoles. Le territoire Cuestas est un consommateur d'innovations. Il s'agit alors de maintenir le citoyen du territoire de Cuestas dans un climat de confiance vis-à-vis du progrès technologique que promet le marché⁴. L'avènement des technologies propres permet aux réserves de la Haute Semois d'accueillir une nouvelle forme d'élevage « biosanté ». Afin de répondre à la très forte croissance du marché de la santé liée notamment à un vieillissement de la population, l'industrie pharmaceutique y élève en circuit fermé, des porcs génétiquement modifiés élevés pour la fabrication de médicaments.

B. LEVIERS

Le contexte international est favorable à l'ouverture et la libéralisation des échanges commerciaux. Les agriculteurs même si cela n'est pas toujours explicite reconnaissent que la PAC s'oriente vers ce scénario qui pour eux est une réalité certaine à un horizon de 20 ans.

La gestion publique locale accompagne « *Le marché roi* ». Quelques transnationales s'installent sur le territoire en profitant des ressources naturelles. Ces installations sont cruciales pour les bonnes finances communales. Elles permettent aux communes de garantir les infrastructures de support trop coûteuses pour le grand marché : club de sport, centre culturel, garderie.

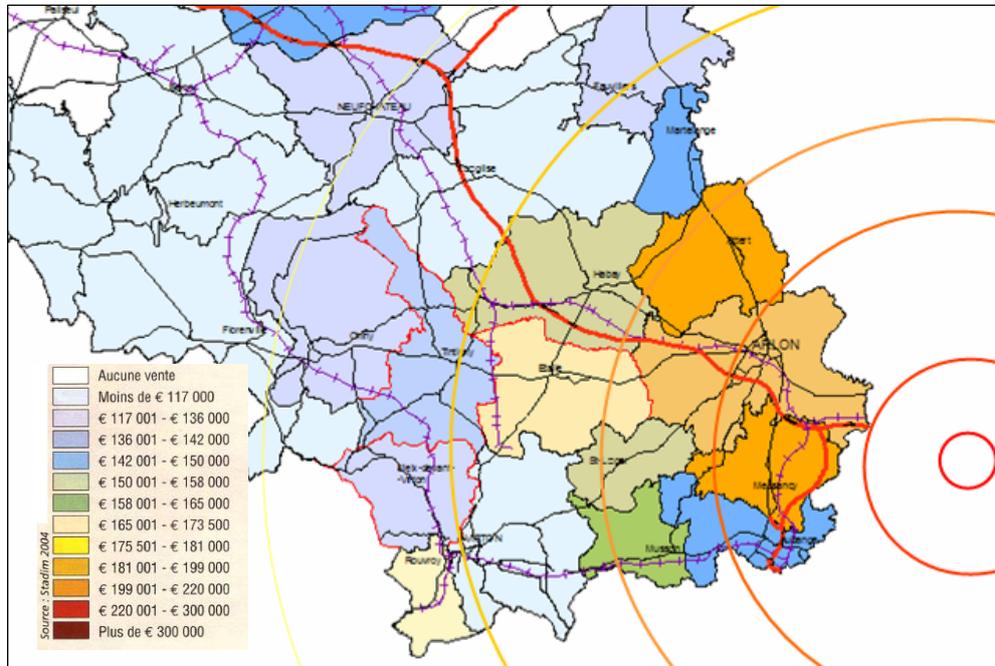
L'éducation/formation : sous la pression de l'OMC, l'éducation et la santé rejoignent les autres services. La mobilité permet aux jeunes des zones rurales de rejoindre les grandes académies européennes. Le Yin Fan Exchange (du nom de cet économiste chinois reconnu), programme d'échange entre la péninsule européenne et le continent asiatique, assure le renouvellement de l'élite intellectuelle employée sur les grandes métropoles. Mais les enjeux éducatifs tels que l'apprentissage des langues, les programmes d'échanges transnationaux ou l'apprentissage des Technologies de l'Information, deviennent discriminatoires. Le travail d'éducation dans les établissements publics est dévalorisé, les tensions entre enseignants et enseignés y menacent la cohésion sociale.

C. CONTRAINTES

Une profession Agricole réduite à une peau de chagrin. La diminution drastique du nombre d'emploi agricole s'est accélérée. D'une part ceux parmi les agriculteurs qui produisent directement des aliments rejoignent les rangs des PME. Elle n'existe plus en tant que secteur et se fond dans le tissu productif des entrepreneurs qui naviguent sur un marché mondial. Quelques privilégiés dotés d'un important capital en terre ont joué la « carte verte ». Jonglant avec les primes à l'extensification et les contrats de gestion Natura 2000, ils développent un modèle ranching, où l'élevage bovin, dont on ignore la destination finale, devient un sous produit de la gestion de l'espace.

⁴ Lors des ateliers prospectifs, la question du rapport aux technologies va être soulevée à propos du scénario Gaume. Elle renvoie d'une part aux inquiétudes des citoyens face à son caractère anonyme, aveugle voire douteux mais d'autre part elle renvoie à différentes formes d'exclusions de savoir non codifié (savoir d'artisans notamment)

Habitat : Un marché soutenu au Luxembourg et l'absence d'une politique forte au niveau de l'aménagement du territoire a provoqué le développement tentaculaire des villages. Seule la mise en réserve d'importantes zones natura 2000 préserve la région d'Etalle d'une « rurbanisation » complète. Outre l'impact paysager, les prix voient les jeunes emprunter pour deux générations ou contraints de revivre à l'ancienne chez leurs parents.



Source : *Le Vif*, N°2852, 3 mars 2006

L'influence de la proximité du pôle Luxembourgeois sur le prix de l'immobilier.

Mobilité La croissance des coûts du transport combinée aux mesures drastiques contre le réchauffement climatique deviennent un frein aux importations agroalimentaires en provenance des pays éloignés. La production agroalimentaire localisée est devenue une revendication des ONG.

La gestion du territoire et cohésion sociale - La confiance des consommateurs est limitée dans la puissance des grandes enseignes de distribution et de multinationales de l'agroalimentaire. Celles-ci doivent gérer un paradoxe où l'accès à des prix très compétitifs et la diversité de l'offre alimentaire rencontrent les besoins des consommateurs tout en heurtant chez ces derniers leur désir d'autonomie et d'indépendance face à ces géants du marché.

Les multinationales qui exploitent les ressources naturelles (eau et bois) posent des questions de cohabitation avec les néo-ruraux. Ceci, au risque de voir les pouvoirs publics s'épuiser dans d'impossibles médiations. A travers ces conflits c'est la durabilité de la gestion du territoire, de ses ressources et de leur renouvellement qui est mise en cause.

Le développement est polarisé par la proximité des métropoles de leurs voies d'accès. Ce territoire est générateur d'inégalité entre pôle de développement (Etalle) et périphérie (Tintigny et Meix). Il renvoie à la question de l'articulation des stratégies de développement entre communes.

Entre les privilégiés qui ont accès au marché de l'emploi des métropoles et ceux qui vendent leur temps bon marché pour les autres, entre propriétaire immobilier et candidat propriétaire, c'est un territoire à deux vitesses qui coexistent non sans difficulté. L'accès à l'éducation et à la culture en particulier est conditionné par la mobilité et les revenus.

Epilogue scénario Caddy

Une nature sanctuaire satisfait-elle la demande de loisirs ? Comment la concilier avec la pression immobilière ? Cette question ainsi que celle d'un projet ancré de façon plus autonome dans le territoire nous amènent à décrire les tenants et aboutissants du second scénario qui voit les pouvoirs publics jouer un rôle proactif et l'emploi agricole freiner sa chute vertigineuse et surtout retrouver un sens qui lui échappe sur le marché mondial.

3.2 Scénario 2 : GAUME

Le Scénario Gaume est un choix qui entraîne une mobilisation propre au territoire et qui s'inscrit dans une dynamique alimentaire sous régionale, celle de la Gaume.

A. HYPOTHESES

L'hypothèse de basculement ou hypothèse motrice est la construction d'un accord à l'échelle d'un territoire entre ces acteurs autour des **produits de qualité basés sur l'origine et la nature**. La qualité des produits est dans le terroir et non dans l'emballage. Ce terroir est un tissu où pouvoirs publics locaux, profession agricole et monde associatif collaborent étroitement. C'est leur capacité à innover au niveau de l'organisation, de la production et de la consommation qui fait le succès du scénario.

Les **pouvoirs publics** acceptent selon le principe de subsidiarité une décentralisation de la construction de la qualité : tandis que la qualité basée sur l'origine se construit entre agriculteurs, consommateurs et transformateurs locaux, la région soutient la définition de cahier de charges, par leur homologation. Elle reconnaît la Gaume comme un territoire pertinent et contribue à la promotion de différents signaux de qualité, Virton s'investit comme capitale mémoire du goût. Chaque commune possède son village gourmand : village des fromages ou des salaisons « soleil de Gaume », vallée des truites de la Vire, marché du fin gras Bœuf des vallées gaumaises. Les pouvoirs publics assurent un rôle de contrôle de la réalité des pratiques, poursuite des fraudeurs et arbitrages entre acteurs.

La profession participe activement au déploiement de cette nouvelle perspective, qui permet à certains jeunes agriculteurs de développer un projet personnel sans prétendre sauver l'agriculture dans sa globalité. Les comices d'Etalle et de Virton ont organisé un réseau original d'échange qui voit les jeunes agriculteurs ou candidats repreneurs belges obtenir une bourse pour effectuer un stage de compagnonnage du terroir en France, tandis que les stagiaires français viennent apporter le savoir faire de leurs écoles dans les fermes gaumaises. Ceci aboutit à la fondation d'une nouvelle fédération des producteurs fermiers, qui s'associent à la grande fédération française dont le lobby au niveau européen est puissant. La profession s'implique dans des manifestations de type marche gourmande, village gourmet, table d'hôte

du terroir. Les concours ferme ouverte et terroir ont abouti à renouveler la relation avec des consommateurs aux demandes très diverses.

Le consommateur et le panier de la ménagère ont un visage : il a fallu dix ans au monde associatif pour mettre sur pied une chambre de la consommation gaumaise qui recueille à la fois le soutien des pouvoirs publics et la reconnaissance des moyennes surfaces de la région. C'est le poids politique du mouvement associatif qui l'a rendu possible. Les associations fédérées au sein de la chambre pèsent à la fois sur les choix en matière d'implantation des grandes surfaces et en matière de formation des consommateurs. C'est d'abord la fédération d'autres dynamiques associatives du type naturaliste et défenseur des animaux qui fut la clef du regroupement associatif. C'est ensuite l'alliance avec le monde de la restauration gastronomique et collective qui fut la clef de la reconnaissance politique de cette chambre de consommateurs.

La mise sur pied de la chambre de consommation a permis de marquer l'accord forgé entre consommateurs, profession agricole et pouvoirs publics sur ce qui fonde la qualité d'origine. Celle-ci repose sur l'intégration de la dimension nature. C'est l'hypothèse auxiliaire du scénario Gaume.

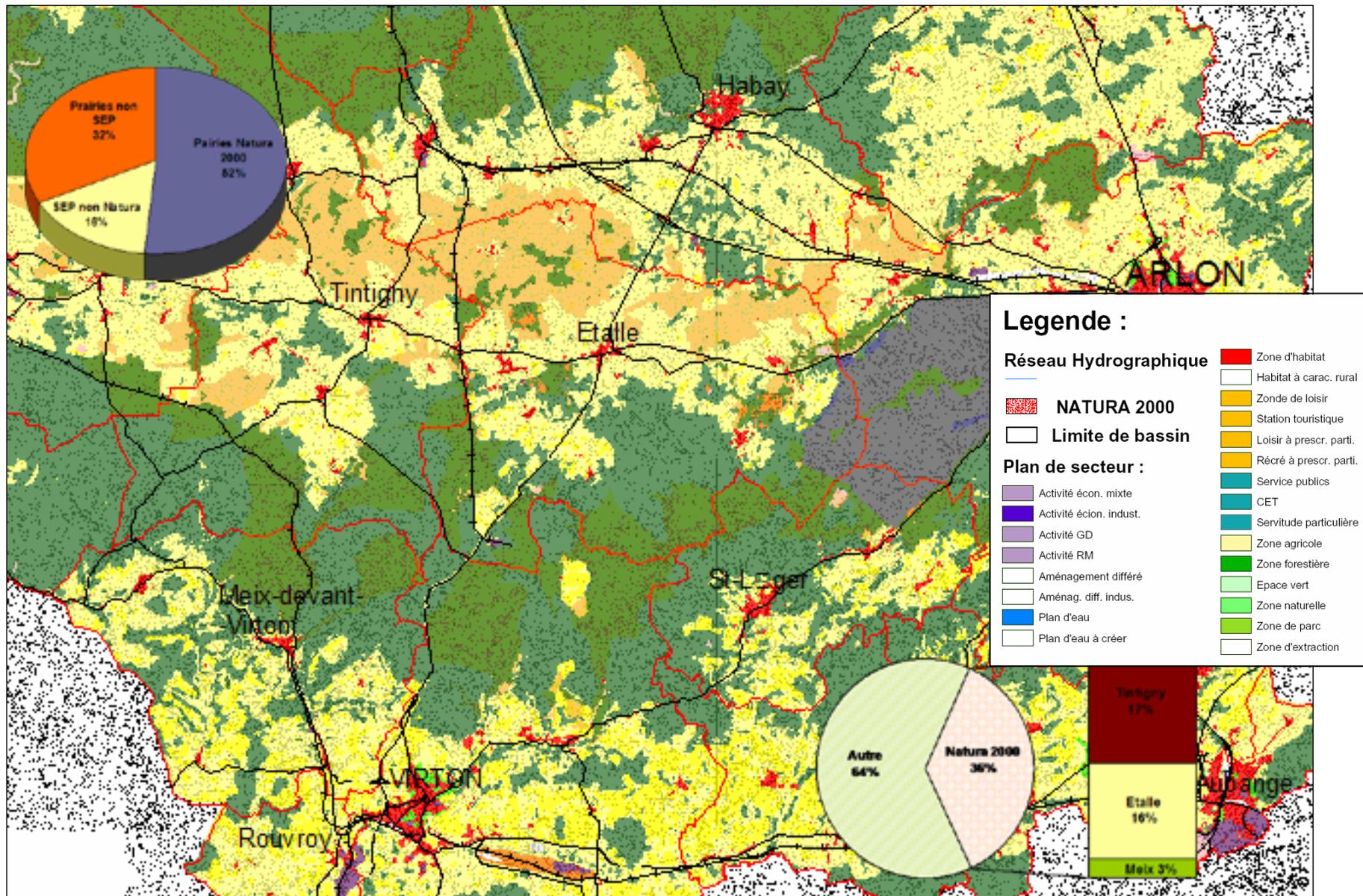
Revenu moyen par déclarant (en euros par an)

	Tintigny	Etalle	Meix	Belgique	Province Lux
1980	9145	9933	10568	11966	10255
1990	15439	17320	16267	18002	16192
2000	21033	26811	21872	23887	21181
2005	24023	27865	23902	24621	23641
%age d'augmentation en 25 ans	263%	281%	226%	206%	231%

Source : Laglor 2006.

L' accroissement du pouvoir d'achat lié aux revenus des travailleurs transfrontaliers offre de nouvelles perspectives pour la consommation de produits du terroir.

1. La nature est une ressource territoriale qui valorise la spécificité des produits gaumais. L'importance exceptionnelle des zones natura 2000 en Gaume et en particulier sur les zones de pâturages des communes de Cuestas, n'est plus une contrainte pour les éleveurs mais une ressource. La nature fait l'objet de contrat de gestion entre agriculteurs et porte parole de l'environnement au niveau local, c'est elle qui fait la spécificité des produits agroalimentaires « Gaume ». Ceci suppose qu'un long travail en amont a été fait : compréhension sur la complexité des systèmes agropastoraux - nature, discussions locales sur la mise au point de pratiques d'éleveurs et de choix de gestion spécifiques. Un réseau d'acteurs au niveau des villages, des naturalistes (RNOB), des agriculteurs, des écoles ... discutent des mesures qui semblent appropriées. Ce n'est plus la nature réglementée mais négociée qui pilote les relations contractuelles entre acteurs.



Une nouvelle ressource : 52% des pâturages du territoire Cuestas classé « Natura 2000 », 1/3 de l'entièreté du territoire des trois communes sous Natura 2000

2. La vision de la qualité des aliments est liée à l'origine. La mention et l'explication de l'origine fournissent aux consommateurs une information décisive qui les rassure. A l'inverse du scénario Caddy et de son innovation décalée, l'innovation est basée sur les savoir faire du producteur. Les formes de certification concernent davantage le processus de production que le produit lui-même. Celle-ci doit maintenant prendre en compte des caractéristiques environnementales localisées notamment en terme de biodiversité. La définition du produit fermier est clarifiée, les contrefaçons écartées. Cette production est valorisée à la fois sur un commerce de proximité (marché fermier, vente directe) par un système de labellisation reconnu par la région wallonne et l'UE.

Abattages bovins en 2003 (Gros bovins et veaux)

	Totaux	Pour particuliers		Autres	
		Nombre	%	Nombre	%
Bastogne	8514	136	1,60%	8378	98,40%
Bertrix	1420	456	32,11%	964	67,89%
Virton	750	491	65,47%	259	34,53%

Source : FUSAgx 2005

L'abattoir de Virton est un outil de proximité : 65,47 % des abattages de bovins le sont pour de la vente directe à des particuliers contre 32% à Bertrix et 2% à Bastogne.

La réussite de l'intégration de la dimension de la nature dans la qualification des produits liée à l'origine, est aussi due à l'impulsion donnée par la régulation 5012 en 2015, « Qualité-Biodiversité » au niveau de l'Union Européenne. Certains nouveaux pays membres qui ont voulu valoriser leur vaste territoire peu peuplé, en s'alliant aux pays latins qui cherchaient à donner un second souffle à leur produit d'Appellation d'Origine. Reconnue au niveau européen la régulation 5012 dite des Appellations Biodiversité et Origine Contrôlée protège ainsi ce que « Gaume » affirme depuis quelques années « pas de produit de qualité sans nature ! ». Alors que l'ancienne réglementation 2092-2092 (AOP-IGP) reconnaissait la qualité liée au terroir, ce label européen intègre désormais la question d'une nature attachée au territoire. Tout en garantissant une protection/reconnaissance au produit Gaume elle offre des perspectives d'exportation intéressantes.

B. LEVIERS

L'éducation/formation : le consommateur se construit, apprend, prend soin de lui et de son plaisir. Il s'organise pour faire entendre sa voix. Il n'est plus un être singulier anonyme chiffre manipulé au gré des sondages. La chambre des consommateurs organise. Le marché fermier de Han qui vient de fêter ses 15 ans a élargi son action d'éducation permanente. L'ouverture en 2010 de l'académie du goût est un franc succès au niveau régional. Une école d'hôtellerie profitant des nombreux produits locaux et des particularités de la Gaume s'est installée à Gérouville et s'est spécialisée dans la cuisine de proximité. La fête du « Bœuf fin gras » du premier week-end de mai est un évènement phare dans la vie de la Gaume, qui ouvre traditionnellement la saison touristique. Sous l'égide de l'association des éleveurs de bœuf gaumais et de la chambre de consommateurs un grand marché au bœuf gras y est organisé à Tintigny.

Technologie : *Les savoir-faire précèdent la technologie qui est à son service :* La crédibilité du scénario s'appuie sur une position très critique vis-à-vis des « technologies » que les multinationales agroalimentaires ont diffusées ses dix dernières années. Zone « OGM free », la qualification Nature,

favorise les savoir-faire d'artisan au dépend des nouvelles technologies de cracking proposées par l'agroalimentaire. Pour ce faire Virton a mis en place un institut régional des appellations gaumaises en partenariat étroit avec l'Institut National des Appellations d'Origine Française. Le projet « FOOD Valley » proposé par referendum a été rejeté massivement par la population, malgré les fonds alléchants promis par une multinationale. Le projet *réseau artisan* est adopté comme alternative.

Mobilité : *Slow food (opposé de fast food) et mobilité lente, vont de pair ...* Derrière le développement des produits de bouche, c'est une invitation à la lenteur qui est lancée. Les villages où se tiennent les marchés fermiers sont limités à 30 km/heure. La valorisation d'un réseau de voies secondaires assure une occupation réticulée du territoire qui ouvre l'accès aux fermes les plus retirées. Les chemins de fer ont été mis à contribution. Connecté au réseau RAVEL wallon, la piste cyclable transgaumaise est un facteur clef de la découverte de la région pour ses habitants ainsi que pour les visiteurs.

Habitat : *L'aménagement du territoire a évolué vers une limitation stricte des zones de terrain à bâtir pour préserver à la fois l'image de marque et la biodiversité.* Pour compenser le manque de terrains et l'augmentation des prix, la construction de maisons 4 façades est interdite. Ceci entraîne aussi une économie non négligeable au niveau de la consommation d'énergie.

C. LES CONTRAINTES

Gastronomie gaumaise voudra-t-elle dire obésité gaumaise ? Le vieillissement de la population et l'impact des maladies dites de civilisation deviennent l'objet de préoccupation croissante en terme alimentaire. Elle se heurte aux conceptions de la qualité défendue par l'industrie : conception diététique, sanitaire, standardisation et bas prix. Manger simple rapide et pas cher n'est-il pas le quotidien de nombreux consommateurs ? Les produits locaux seront-ils abordables, là où la forte disparité des revenus entraîne un certain élitisme dans les consommateurs. Jusqu'où les pouvoirs publics peuvent-ils légitimement soutenir une politique de qualité qui s'adresse *a priori* à une catégorie de privilégiés.

Ce scénario, ne peut aboutir pour ces pionniers à une généralisation des productions de qualité liée à l'origine, parce qu'elle entraînerait par la mise en marché de nouveaux produits une concurrence forte. Ce scénario suppose aussi que goût et nature, puissent se rencontrer dans les pâturages comme dans les fermes. Les tensions voire la concurrence entre naturalistes et agriculteurs notamment pour le foncier, menacent l'édifice fragile et l'effort considérable entrepris par la profession.

Au niveau global Gaume se heurte à l'agence européenne de sécurité alimentaire, dont les contraintes en terme de sûreté alimentaire ont fait disparaître bien des artisans transformateurs et des petits ou moyens producteurs, le centre de savoir-faire de Virton à fort à faire. Enfin la controverse au niveau de l'Organisation Mondiale de la Santé autour de la régulation européenne « qualité biodiversité » provoque une certaine insécurité juridique. Elle suppose à la fois une forte fédération des artisans producteurs fermiers et une coalisation forte des politiques des communes gaumaises.

Epilogue scénario Gaume

Si le scénario Gaume redonne du sens à une partie de la profession certains le qualifieront à raison de privilégié et nombriliste. Face à ce risque de marginalisation et aux contraintes de ce scénario certains suggèrent une rupture plus radicale qui passerait par la transformation de la fonction nourricière historique de l'agriculture.

3.3 Scénario 3 : MULTICOMPETENCES

Dans ce scénario, l'agriculture produit encore des biens alimentaires, un peu comme elle pouvait le faire dans le scénario précédent. Mais ceci dans un cadre plus large, de production de service rendu au territoire comme collectivité. Ces services font l'objet de contrats négociés à un niveau local et donc de rémunérations. Ce scénario suppose à la fois une transformation du statut d'agriculteur et de l'intervention publique et une articulation autour de la gestion durable avec d'autres entreprises engagées dans la valorisation des ressources locales. La mobilisation qui tout comme dans le scénario 2 s'opère au niveau du territoire débouche ici sur des enjeux environnementaux qui le dépasse.

A. HYPOTHESES

1. Après 10 ans de combat, le **statut d'entrepreneur rural** est reconnu au niveau européen, les fonds d'investissement agricole y sont réorientés. Il y a rupture au niveau du statut individuel et une transformation des organisations collectives : passage du statut d'exploitant familial agricole au statut d'entrepreneur rural et transformation des formes d'organisations collectives qui s'adressent aux divers interlocuteurs du territoire : pouvoirs publics locaux, régionaux et acteurs du territoire : naturalistes, syndicats d'initiatives, mairies, mais aussi écoles, centres culturels, ... Ceci débouche sur des formes de contractualisation locale, de contrat territorial. Ces contrats portent sur le patrimoine naturel (pratiques favorisant la biodiversité), la production d'énergie pour les collectivités locales (écoles, piscines), la gestion du patrimoine collectif notamment gestion du réseau hydrique (entretien fossé).

Un statut d'entrepreneur et non de salarié !

Dans ce scénario le nouveau statut d'entrepreneur que pourraient acquérir les jeunes agriculteurs ne les transforme pas en de simples prestataires de services payés à la tâche, salariés ou sous traitants. Les entrepreneurs ruraux entreprennent. Ils participent activement aux commissions locales de développement et à des organisations formées sur une base territoriale qui deviennent interlocutrices des pouvoirs publics et des associations. Ils sont invités à formuler des propositions, à rechercher le meilleur moyen de concourir aux objectifs définis de façon concertées à engager des démarches de recherche et d'expérimentation sur des modes de production nouveau, permettant de satisfaire à la fois leurs propres objectifs de production et les attentes de la collectivité. Non pas comme sous-traitants, ils sont des entrepreneurs ruraux aux activités diversifiées, qui doivent négocier des contrats de service comme ils négocient des contrats pour la vente de leurs produits. Dans cette mesure la pratique du circuit court et de la vente de produit fermier est un espace d'apprentissage précieux. (Lacombe 2002, Muller 1989)

2. Une agriculture au service des Cuestas suppose d'abord une poursuite de **l'intervention publique** mais selon des objectifs et des modalités nouvelles. L'avenir local de l'espace rural Cuestas n'est plus dans l'agriculture c'est plutôt l'agriculture qui pense ses changements en fonction des nouveaux besoins du développement local : maintien de l'emploi, gestion durable de l'espace et des ressources et promotions des produits locaux. Les lieux de pilotages

changent parce ce qu'ils sont censés répondre à des besoins qui ne peuvent être centralisés. Les aides au niveau de l'agriculture seraient déconcentrées dans le cadre d'un cahier de charges général national ou européen.

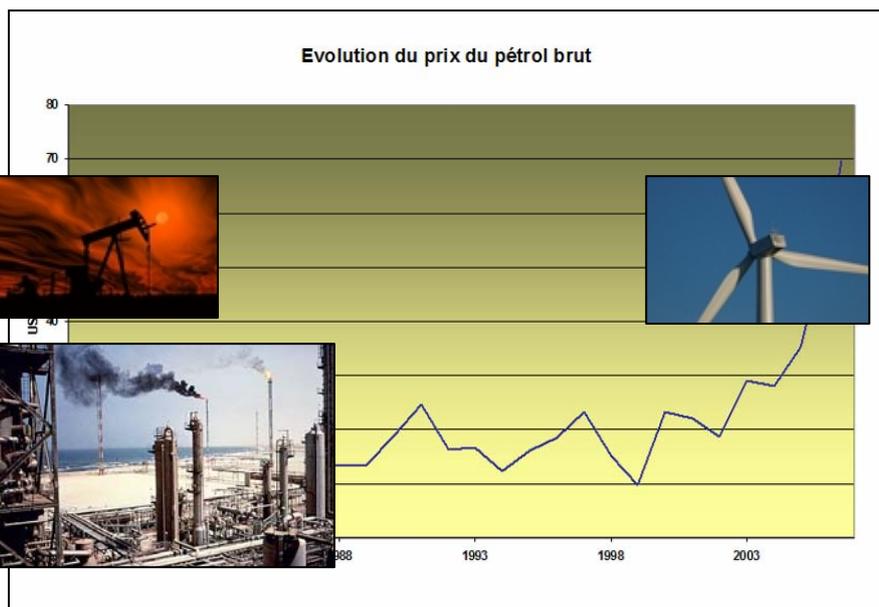
Les comices agricoles ont négocié avec les pouvoirs publics des mécanismes de soutien spécifiques à la reprise d'exploitation pour les jeunes ayant obtenu le statut d'entrepreneur rural. Depuis une dizaine d'années on assiste à de nouvelles entrées, jeunes non fils d'agriculteurs, pluriactifs, ayant participé au programme d'échange européen « *ruralus* » grâce aux bourses octroyées par la province que la France accueille massivement dans ses exploitations multiservices.

3. De nouvelles formes d'organisation collective émergent qui ne sont pas sans rappeler les CUMA (Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole) et GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun). Ces organisations collectives soutenues financièrement à travers le fond spécial le F(ond) I(d'investissement) R(ural) dont la particularité est qu'il est géré par un partenariat associations de communes et Région Wallonne co-financé par l'Europe. ... C'est une remise en cause et une réorientation du programme Leader qui est à la base de cette réglementation.

4. Les pouvoirs publics tentent en fait non pas de livrer l'agriculture de « service aux cuestas » au marché mais de redistribuer entre acteurs concernés la responsabilité du territoire. Un facteur important de mobilisation sera la crise énergétique de 2008 qui voit des entreprises locales afficher leur engagement en faveur d'un développement territoriale durable. Les enjeux écologiques autour de l'énergie (biocarburant), la biodiversité (natura 2000), eau (source d'eau minérale) vont faire émerger des **pôles technologiques de compétences** appuyés par les communes, où les entrepreneurs ruraux s'insèrent dans un tissu plus large. Le scénario multicompetences peut aboutir parce que communes, écoles, fermes et entreprises et habitants participent à un plan de sensibilisation « territoire durable ».

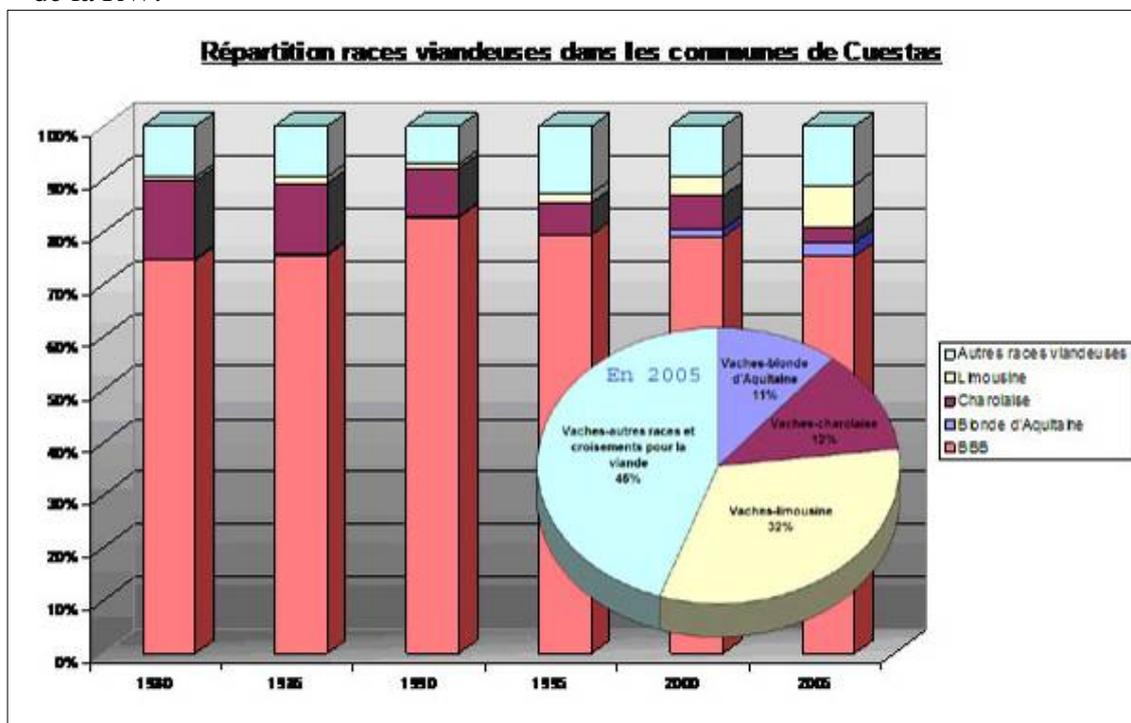
Technologie et savoir faire développés de façon conjointe entre les entrepreneurs ruraux et leurs partenaires (collectivités locales, naturalistes, ...) à travers des pôles de compétences territoriales jouent un rôle déterminant.

- pôle énergie : des demandes de collectivités locales (écoles, piscines, centres sportifs) ont vu naître les premières initiatives en terme de bioénergie. Partant de leurs ressources en bois, Etalle et Meix devant Virton ont lancé la région, avec un commerce local de carburant et de chaudières bois pour contrer l'augmentation du prix des combustibles fossiles. Quelques technologies alternatives ont enrichi cette offre. Les permis de bâtir sont maintenant couplés à leur utilisation. En effet, les habitants ont eu l'envie forte de nouvelles technologies, et plus seulement pour le prix. Les pouvoirs publics ont d'ailleurs accepté de développer des mécanismes d'aide à l'installation de ces produits. Devenu un exemple en Europe, la région a réagi très rapidement pour profiter de cet avantage et de cette renommée imprévue au départ. Le pôle de compétences Agribioénergie est né à Meix devant Virton,



Source : Energy Information Administration

- pôle nature biodiversité : une association transfrontalière Wallonie Luxembourg Lorraine s'est lancée dans le support à la gestion contractuelle de la nature axée sur l'élevage. Son antenne de Tintigny collabore avec des éleveurs dont les savoir faire en matière de race et de conduite de troupeaux servent de base à des approches innovantes. Ces expériences sont débattues et évaluées au sein d'un pôle de compétences de gestion de la nature AgriNatura 2020 né à Tintigny. En collaboration avec l'antenne arlonaise de l'ULG ce centre est devenu centre pilote de la RW.



Source : Données INS 2005

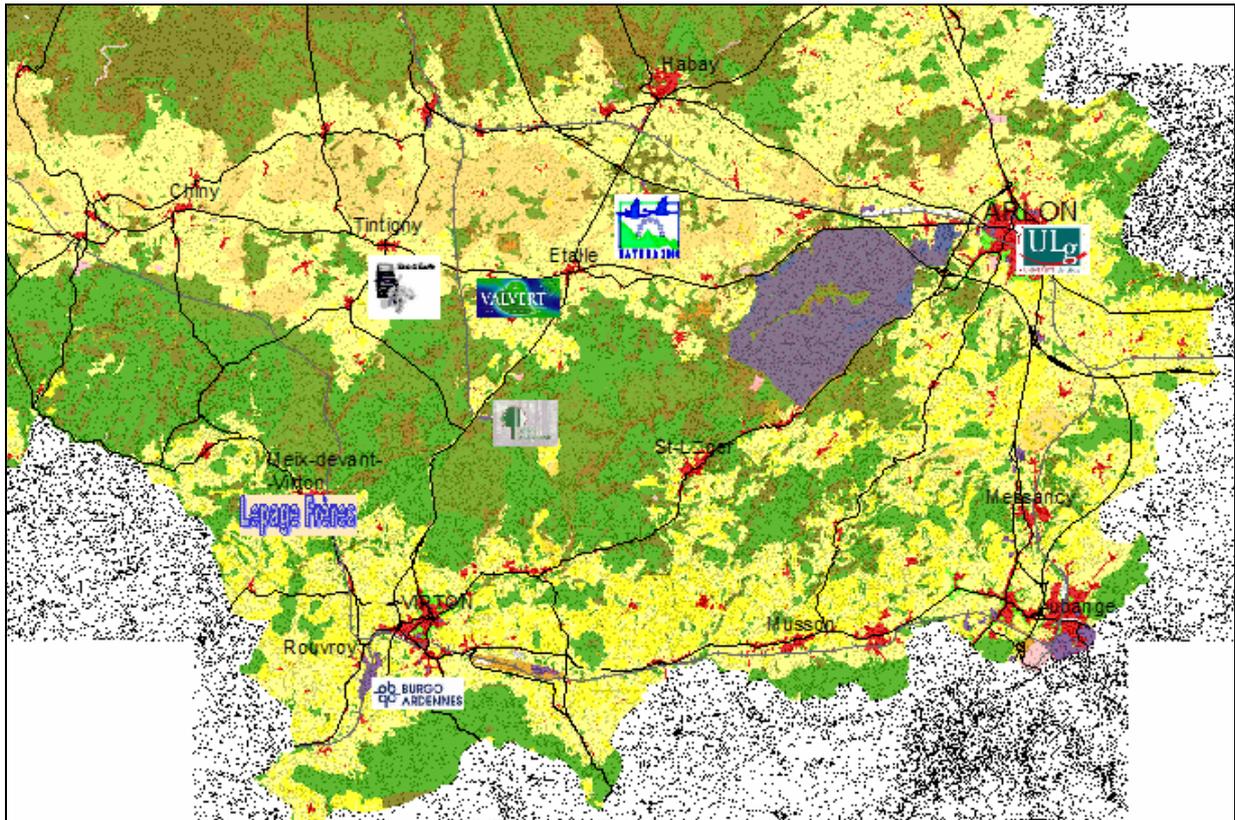
Depuis les années 1990 une diversité croissante dans les races de bovins qui battent en brèche le modèle dominant du Blanc-Bleu Belge.

- Habitat collectif et énergie : une demande localisée suite à l'envolée des prix du pétrole permet de faire la jonction entre technologies vertes (panneau solaire, éolienne) et ressources locales (bois, bio méthane). En 2022, Etalle a atteint le seuil critique de 50% des nouveaux lotissements en utilisation collective de l'énergie. Le pôle de compétences habitat durable est né à Etalle autour de l'usage du bois et des énergies renouvelables dans l'habitat.

B. ATOUTS/LEVIERS

L'**intercommunalité** dans la gestion publique locale, introduite par les programmes LEADER sur des problématiques environnementales complexes telles que les zones Natura 2000, la gestion collective des ressources énergétiques, la gestion de la forêt, et des ressources en eau, ont montré la pertinence d'un scénario d'agriculture de service à l'échelle des Cuestas. Cette gestion passe par la mobilisation de nouvelles compétences technologiques (connaissances dans le bois, les énergies de demain, la biomasse), et l'attrait en terme de qualité de vie que propose la région. L'ULG qui a concentré son département de Recherche Energie à Arlon, développe des expériences pilotes où organisation collective et technologies sont expérimentées et mises en débat avec les habitats groupés des Cuestas.

L'interdépendance entre **production et habitat** se développe : le territoire est un espace rural revalorisé comme lieu pour vivre et entreprendre. Les choix de développement concernent autant la production que l'emploi que les usagers des biens produits : une prime à l'habitation est créée en fonction de la mise en œuvre des technologies produites sur le territoire ou apparentées : soutien aux infrastructures collectives qui utilisent les énergies renouvelables dont par exemple la valorisation du bois, obligation pour les particuliers de respecter des prescriptions urbanistiques qui peuvent amener à modifier les volumes et les agencements de l'habitat (chauffage passif, etc...) . A l'inverse, les PME sont invitées à s'installer dans une logique de proximité, au plus près des noyaux villageois. Elles contribuent à leur manière à la vie sociale des noyaux villageois (comme autrefois les fermes jouaient ce rôle). L'ensemble est soutenu par le développement d'un réseau d'échanges et de communication qui couvrent l'ensemble de la zone et permet de garder une ouverture sur le monde et les centres de production de savoirs.



Gestion des ressources naturelles : des compétences présentes dans les entreprises privées et sur le campus d'arlon de l'ULG.

La qualité

De fait et sans que cela soit planifié, un premier pôle de compétence était né à Tintigny autour des produits fermiers : producteurs fermiers, restaurateurs transformateurs et pouvoirs publics locaux s'y sont réunis pour défendre leur produit face à une réglementation sanitaire de plus en plus inéquitable pour les petits producteurs. Leur combat les a amenés à tisser des liens avec les écoles et les élus locaux. A travers ce travail, c'est l'apprentissage à la coopération locale qui s'est mise en place. Hors prime et hors marché mondial, ces producteurs fermiers sont devenus, de fait par la reconnaissance de leur statut de producteur fermier, les premiers entrepreneurs ruraux.

La mobilité

Le prix du pétrole a flambé, la demande pour les biocarburants est forte. Une politique régionale donne une prime à l'usage des biocarburants aux bus ainsi qu'aux autres services à la collectivité : agriculture, garde d'enfants , etc. Des véhicules individuels dont le fonctionnement repose sur les énergies alternatives sont utilisés sur les trajets de courtes distances. Les voies de chemins de fer à grande vitesse relient le réseau des métropoles et les rendent accessibles à des coûts environnementaux faibles. L'avion n'est plus qu'un souvenir pour ce trafic européen, il est devenu suite à l'alignement des prix du kérosène sur les prix des autres carburants un moyen trop coûteux pour les voyages intra européens.

C. CONTRAINTES

Le scénario Cuestas suppose l'affirmation d'une **solidarité territoriale** à travers différents dispositifs d'aides au développement des pôles de compétences.

- Il suppose à la fois le dépassement des spécificités intro communales et une étroite coopération entre trois « secteurs » : bois, habitat et agriculture.
- Comment dans ce cadre construire une solidarité privée publique, éviter une exploitation minière des ressources qui verrait des entreprises se délocaliser dès que les ressources matérielles ou immatérielles (facilité d'installation, disponibilité de la main d'œuvre) disparaissent ? Quel rôle pour les entreprises privées, pour les pouvoirs publics et pour les associations dans la définition des modes de gestion, leur gestion et leur évaluation ?
- Enfin, imaginer une coopération entre Meix-devant-Virton et Etalle ne va pas de soi même si les ressources en eau et en bois y sont bien partagées. Ceci entraînerait un croisement de la dynamique de l'axe Est-Ouest, dynamique « rapide » de la route Arlon Florenville et de la pénétration résidentielle de la métropole luxembourgeoise et de la dynamique « lente » Nord Sud, axe de la forêt. Cette solidarité territoriale peut aller à l'encontre des volontés centralisatrices des pouvoirs publics en place.

Le **statut** d'entrepreneur rural pose à la fois des questions de concurrence vis-à-vis des activités d'autres indépendants (dont les chambres du commerce se font les porte-parole) et vis-à-vis de naturalistes ardents défenseurs d'une politique de mise en réserve. Pourquoi en effet faut-il encore des agriculteurs si l'industrie agroalimentaire peut s'en passer ? Ce débat sur la légitimité d'une agriculture de service ayant perdu sa fonction principale nourricière demeure difficile. D'autant plus qu'industriels et naturalistes ont sur cette question des points de convergence potentiels : nature sauvage d'une part et production confinée d'autre part sont dans leurs projets.

Epilogue Multicompétences

Le choix en faveur d'une **économie du futur localisée** peut-il se limiter à des nouveaux enjeux technologiques ? Quels seront les enjeux sociaux en terme de gisement d'emploi : une nouvelle économie basée sur les besoins des résidents (éducation mais aussi, vieillissement marqué de la population).

3.4 Scénario : SOURCES

Le scénario sources est un scénario de rupture dont l'hypothèse de basculement, ou hypothèse motrice est la prise en compte du temps comme enjeu primordial du développement du territoire. Si hier le revenu était le critère central de bien être de la société, aujourd'hui c'est l'accès à un temps et un temps de qualité qui devient le nouveau critère de bien être. A quoi sert-il de perdre sa vie à la gagner si l'on ne peut prendre le temps de la dépenser.

A. HYPOTHESES

Ce désir était en germe dès la fin du vingtième siècle : le succès du jardinage qui a amené quelques belles réussites dans les entreprises horticoles de la région, la réglementation drastique que les communes de Cuestas ont dû mettre en œuvre face au succès de la cueillette au champignon qui voyait des cars entiers de bruxellois débarquer, furent les premiers signes de ce désir. Mais c'est surtout vers 2015 les inéquités générées par le temps du marché qui a fait émerger cette préoccupation : la gestion du temps devient l'enjeu du développement : face au « temps du marché » qui cause des inégalités de 1 à 5 dans les revenus, voit les plus nantis racheter bon marché le temps des services culturels et éducatifs pour leurs enfants, une série d'initiatives innovatrices sont prises autour de la gestion du temps. Ces initiatives suivent les axes suivants :

- La mise sur pied d'un **bureau du temps** dans plusieurs communes, sur le même modèle que celui de la mobilité, vise à relier besoin des entreprises, des services publics et des ménages en terme d'horaire d'heure d'ouverture qui permettent aux plus vulnérables (ménages monoparentaux, isolés, retraités, handicapés) un meilleur accès aux différents services. Ces réaménagements du temps bénéficient de déductions fiscales significatives. L'objectif étant de réarticuler le temps. Les formations au télétravail ainsi qu'un appui à l'installation sont négociés avec l'intercommunale, une bourse d'échange de temps et de cotation de sa qualité est lancée par l'école de gestion d'Arlon.

-L'**apprentissage est basé sur l'expérience** et une formation permanente dans le temps. Le décret de Bologne et les grandes réformes universitaires européennes ont abouti à un paradoxe, un monde de compétences universelles interchangeables, mais une pénurie croissante de main d'œuvre « localisée » : il y a rupture en l'économie des connaissances et le développement des savoir faire localisés. L'apprentissage par compagnonnage, la formation intergénérationnelle et la régénération régulière des savoirs scolaires permettent de débloquer la situation.

Le basculement sur un temps recomposé s'appuie sur trois hypothèses secondaires : une régénération de la nature et de ses ressources avec une nouvelle responsabilité collective, une politique de mobilité volontariste et une recomposition des professions de la vie, dans laquelle s'insère le métier d'agriculteur.

1. **Les temps de la nature** sont affirmés comme centraux dans la gestion des espaces Natura 2000. C'est sur le cycle de vie des arbres, des troupeaux et de la terre que de nouvelles formes de connexion sensible avec la nature sont mises en œuvre. L'élément déclencheur fut le grand débat initié sur l'avenir pour les générations futures des nappes phréatiques d'une grande qualité dont l'exploitation est restée aux mains des communes.

Cuestas ne manquait pas d'atouts : un climat unique, des forêts couvrant une grande partie du territoire, des nappes phréatiques de qualité, des marais et une faune très préservés. Mais c'est la nouvelle génération des festivals « sources » organisés au rythme des 4 saisons qui font connaître au reste du pays cette zone unique de ressourcement et de vie qu'est devenue Cuestas des sources. La culture est devenue le véhicule privilégié des temps de la nature. Mais elle s'accompagne d'une mobilité lente retrouvée.

2. La Politique de mobilité : Un choix local fort, une mobilité plus lente en harmonie avec un territoire de ressourcement. Face au réchauffement climatique et à la hausse constante du prix du pétrole, un grand projet mobilisateur « Train Transgaumais » est mis sur « rail » : la jonction lente Marbehan Etalle Virton est relancée. Il crée un espace de débat public dont les conséquences touchent d'autres activités de service. L'enjeu du temps devient ainsi suffisamment mobilisateur que pour voir un nouveau projet de slow rural naître. Par analogie au slow food qui s'oppose à la culture du fast food, le slow Terroir, promeut l'idée d'un développement lent centré sur des choix locaux en matière de mobilité. La vitesse est limitée à 30 km/h dans tous les noyaux villageois. La mobilité lente connaît un second souffle. La rue est rendue au vélo, au piéton et au voiture à hydrogène. Aménagements divers permettent de rendre la rue aux piétons. La valorisation d'un réseau de voies secondaires assure une occupation réticulée du territoire. Les chemins de fer ont été mis à contribution. La jonction Etalle Virton est réalisée, appréciée par les locaux comme les extérieurs car il permet de traverser au rythme des cuestas ce territoire fait de vallées, de forêts et de villages. Enfin des microvoies navigables sur la Semois et la Rulles sont aménagées en période de crue, des guides-nature emmènent en canoë les touristes à la découverte de la faune et de la flore de ces riches vallées. Le territoire est relié au reste de la Belgique à travers la voie ferrée dorsale Ostende Luxembourg et les gares de Marbehan et Etalle qui assurent l'interconnexion avec la mobilité lente (tram-vélo-canoë). Il est ouvert à l'Est et au Sud par les connexions TGV transfrontalières.



La carte du réseau



Sur certaines destinations, l'intégralité des fréquences sera proposée dans l'année suivant la mise en service.

Un territoire qui choisit son rythme mais qui veut demeurer ouvert à l'échange, ouvert sur l'Europe grâce aux grandes infrastructures ferroviaires.



Une voie ferrée « transgaumaise » (Marbehan- Virton) illusoire ? Moins de 5 km séparent les voies existantes entre Meix devant Virton et Croix Rouge... Après plus de vingt ans la jonction Virton Athus Arlon est réouverte grâce au travail obstiné de l'ASBL « Les amis du rail d'Halanzé »

3. **La « Profession »** : moteur du développement territorial. La profession de « producteur agricole » s'est transformée de fonction productive à celle de soigneur de vie. Recomposée avec des professions de la nature, de l'hôtellerie, de la santé et de la culture elle peut obtenir le statut de « soigneur » de vie reconnu par plusieurs fédérations de mutuelles.

Une crise rampante a miné le milieu agricole : les exigences en matière d'élevage et de bien être animal et la pression à l'agrandissement rendent de moins en moins tenable la vie des agriculteurs alors que leur épouse ou leurs enfants aspirent à prendre le temps pour participer à la vie sociale. Quelques reprises de jeunes agriculteurs, et des installations progressives de néo ruraux ont repris le vieux modèle de ferme de ressourcement. Avec l'appui des associations locales et des financements mixtes privé/public qui veulent promouvoir un accueil par le temps maîtrisé, des cheminements de ressourcement ont été tracés. Collaboration entre naturaliste et éleveur autour du temps des paysages. Utilisation de l'hippo et l'asinothérapie comme moyen de réintégration sociale, festival du slow sheep (le roux ardennais version cuestas) pour le temps du manger, viennent compléter le Jazz Gaume festival qui fête ses 50 ans d'existence.

Les agriculteurs gaumais ont choisi de refuser le travail 70h semaine et ont en réaction décidé de profiter du manque de vie qu'ils ont perçu dans la société pour changer leur façon de travailler. Les premiers producteurs de vie ont été des jeunes reprenant une exploitation sans avoir les moyens d'investir suffisamment pour être compétitifs sur le marché de l'alimentaire. Le développement de l'hippisme lent et de l'asinothérapie connaît un grand succès. Les chevaux sont très prisés pour les promenades en forêt. Les manèges sont maintenant nombreux et le centre équestre de Limes s'est fait connaître grâce à son niveau incroyable de maîtrise de la méthode de dressage Parelli. La mise au point de nouvelles technologies de séchage du foin a permis de créer de nouveaux modèles de gestion lente de l'alimentation des troupeaux.

B. ATOUTS/LEVIERS

La **mobilité** lente revitalise les **noyaux villageois** et elle limite sérieusement les nouvelles installations de travailleurs transfrontaliers. La mobilité lente impose de s'installer près des noyaux villageois et d'user des transports collectifs. L'aménagement du territoire a évolué vers une limitation stricte des zones de terrain à bâtir pour préserver à la fois l'image de marque villageoise et la nature dans ses espaces et sa biodiversité, vecteur d'une vie recontactée. Pour compenser le manque de terrains et l'augmentation des prix, l'interdiction de construction de maisons 4 façades est généralisée. Celle-ci possède l'avantage d'entraîner d'importantes économies d'énergies.

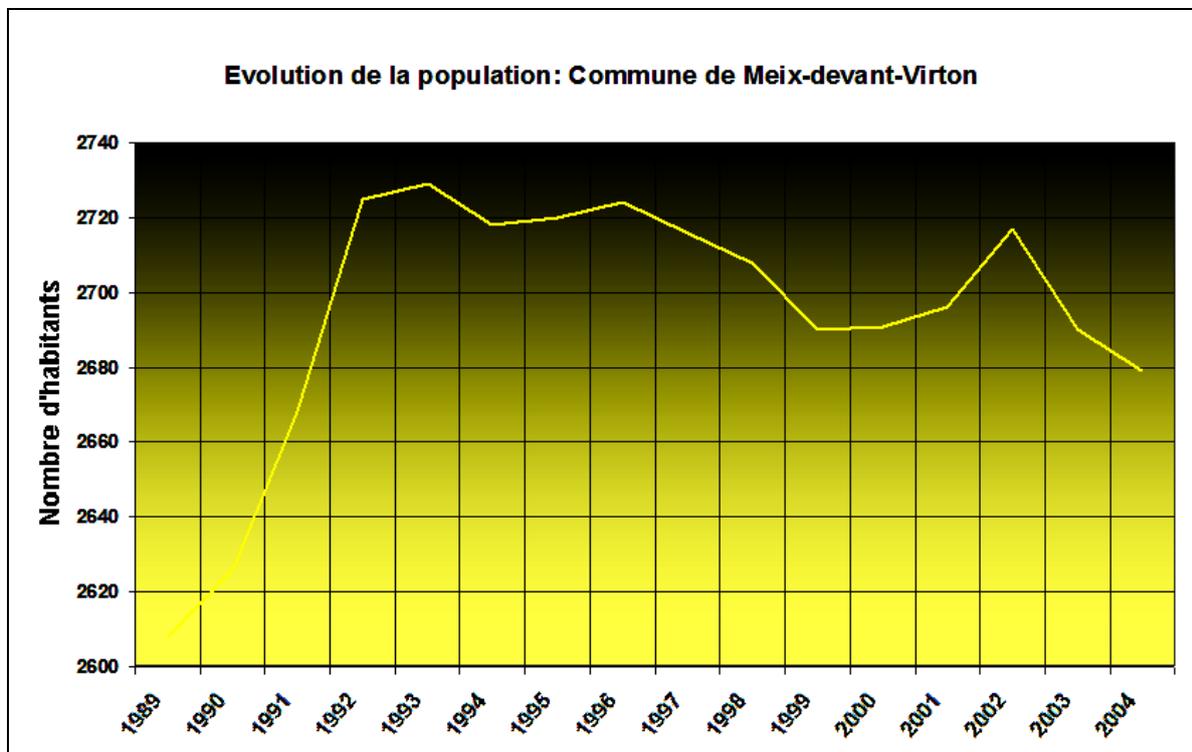
Des collectifs de propriétaires se sont mis en place pour construire sur des espaces réduits et collectiviser les espaces de jardin. Un plan stratégique est mis en place pour réduire les besoins de vitesse : télétravail, service à domicile, forte stimulation fiscale de l'usage des transports collectifs bus et train, développement de l'intermodalité aux nœuds ferroviaires d'Etalle et Meix devant Virton, dimanche « tout vélo train ».

Le scénario Sources, n'est pas un retour au moyen âge ou celui du syndrome de l'enfermement : la stabilisation des flux migratoires et les activités socioculturelles débouchent sur une plus grande mixité sociale. Slow terroir est un concept d'ouverture au

monde et à un meilleur vivre ensemble dans lequel les plus vulnérables ont une place de choix : handicapés personnes âgées y ont leur place et leur rôle. Ce sont les activités socio-culturelles qui alimentent ce brassage qui est à la fois ouverture vers le monde extérieur et brassage des populations à l'intérieur. Le Cuestas Jazz festival est un festival décentralisé et étalé sur la belle saison. Son point d'orgue en été est la fête du "Slow terroir". D'autres manifestations socio-culturelles sont devenues ainsi les ambassadeurs d'un territoire appellation "Sources" contrôlée, dont le label qualité temps certifie les organisations qui ont intégré cette dimension dans leur travail. Les regards se tournent autant vers le Sud, la France que vers l'Est et le GDL pour éviter l'enfermement. Ceci à travers de nouvelles extensions du ravel et la transgaumaise ferroviaire.

L'éducation : le travail de soigneur de vie suppose un apprentissage par compagnonnage où les savoir-faire s'apprennent dans l'expérience. Les élèves, dont on a reconnu vers 2010 l'originalité des pratiques gaumaises, se sont lancés dans des expériences originales de gestion de la nature en relation avec les écologues de l'Université de Liège à Arlon.

La qualité : les activités liées à la qualité de l'alimentation sont reliées aux temps et rythme de source. Les Cuestas organisent un festival des tables d'hôtes intervillages, où musique accueil et dégustation chez les particuliers ont chacun droit de citer dans le guide annuel qui présente les villages primés. Les écoles, en étroite collaboration avec les CRIE développent des ateliers de mise en relation avec le sensible, le petit élevage et les races locales et domestiques y sont élevées.



Source : Données INS 2005

Un scénario qui fige les flux migratoires.

C. LES CONTRAINTES

L'arrêt donné à la croissance des populations des communes cuestas bouleverse leurs perspectives budgétaires. Face à l'attrait des grandes métropoles comment pourront elles alors développer un projet qui leur est propre ? Sous quelle forme, la population exprimerait-elle son adhésion à ce projet ?

Comment une profession agricole dont la fonction productive a été le fer de lance de la génération passée peut-elle s'investir dans un projet qui a pourtant bien besoin de ses savoir-faire ?

Le coût de la mobilité vers l'extérieur est important notamment pour les études supérieures dans les grandes villes belges et françaises.

Que sera l'avantage de cette offre ressourcement face aux anciens pôles touristiques tels que Florenville ? Peut-être cette offre de soigneur de vie arrivée la première en Gaume, donc une renommée plus importante.

Ouvrages de référence

Lacombe, P. (ed.), 2002. Agriculture à la recherche de ses futures. Editions de l'Aube, Paris.

Muller, P., A. Faure, et al. (1989). Les entrepreneurs ruraux, agriculteurs, artisans, commerçants, élus locaux. Paris, L'Harmattan

Poux, X 2005 . Fonction construction et évaluation des scénarios prospectifs in Mermet, L. Etudier des écologies du futures. Ecopolis Peter Lang, Bruxelles.

Sébillotte, M., 2005. Prospective et développement régional. Communication présentée au symposium PSDR, Lyon 9-11 mars 2005.

Sébillotte, M. (2002). Les microscénarios et leur construction." OCL Oléagineux, Corps gras et lipides 9 (5): 352-360

Annexe 1 : Liste des participants à l'atelier prospectif

Nom	Prénom	Adresse	CP Localité	Commune
André	Catherine	Rue de la Chapelle 1	6700 Sampont	Arlon
Bilas	Bruno	Rue St Martin 31	6740 Villers-Sur-Semois	Etalle
Blanchy	Jean-Louis	Rue de France 19 A	6730 Tintigny	Tintigny
Bonhomme	Yves	Rue de l'Enfer 215	6730 Saint-Vincent	Tintigny
Daloze	Jacqueline	Rue Camille Joset 243	6730 Rossignol	Tintigny
de Wouters	Alexis	Rue de la Chapelle 1	6700 Sampont	Arlon
Delroisse	Thierry	Rue des Hauts Jardins 11	6743 Buzenol	Etalle
Felten	Jean-Marie	Rue St-Martin 24	6740 Villers-sur-Semois	Etalle
Gauthier	Stany	Rue du Culot 259	6730 Bellefontaine	Tintigny
Gueben	Georges	Rue Morette 114	6769 Gérouville	Meix-devant-Virton
Joachim	Philippe	Rue Jean Louis Orban 29	6730 Lahage	Tintigny
Joie	Thierry	Les Chanvières, 5	6840 Neufchâteau	Neufchâteau
Koedinger	Luc	Rue Jacques 4	6782 Habergy	Messancy
Lepage	Benoît	Rue des Prisonniers Politiques 281	6730 Bellefontaine	Tintigny
Misson	Nathalie	Rue des Fours à Chaux 3	6700 Fouches	Arlon
Olivier	Marie-Jeanne	Rue Fernand Lepage 18	6769 Meix-devant-Virton	Meix-devant-Virton
Otoul	Bernard	Rue J. Weicker	6740 Villers-sur-Semois	Etalle
Simonet	Jean-Marc	Rue de la Semois 146	6741 Vance	Etalle
Thiry	Henry	Rue de Mortinsart 15	6740 Villers sur Semois	Etalle
Thunis	Cécile	Rue de Montauban 20	6743 Buzenol	Etalle
Tillière	Bruno	Rue de Montauban 16	6743 Buzenol	Etalle
Van Overschelde	Marc	Ferme du Hayon 108	6769 Sommethonne	Meix-devant-Virton

Animateurs des ateliers prospectifs :

Renaud Slegten (ULG)

Pierre Stassart (ULG)

Nicolas Ancion (Cuestas)

Annexe 2 : Images agricultures et territoires

AXE TERRITOIRE : 3 images

1. **ADAPTATION dans la continuité**
2. **RESSOURCEMENT**
3. **POLE D'EXCELLENCE/Compétences TECHNOLOGIQUE**

Description de l'image 1

ADAPTATION dans la continuité

*Globalisation, banlieue verte métropolitaine, scénario résidentiel **and** Business as usual*

S'adapter !

L'ouverture des marchés entamée dans les années nonante atteint son plein effet 30 ans plus tard. Le développement de zones hypercompétitives au niveau mondial s'est affirmé autour des grandes métropoles Luxembourg, Paris, Bruxelles, Lyon. Ces zones sont devenues des gisements de croissance et d'emplois basés sur les activités de services. Le territoire de Cuestas se développe dans la mesure où il est capable de s'**adapter** à cette dynamique de mondialisation. C'est un territoire fournisseur d'emploi.

Mobilité maximale, trafic routier !

L'adaptation à la dynamique de croissance du grand duché de Luxembourg, et l'accroissement constant du nombre de navetteurs a nécessité d'accroître et de *canaliser* le flux routier. La route Arlon-Florenville est mise à 4 bandes avec contournement d'Etalle, Tintigny, etc. Le TGV a mis Bruxelles à une heure et Paris à deux petites heures de distance. Le contournement ferroviaire Athus-Meuse tourne à plein rendement depuis vingt ans pour soulager la dorsale Arlon-Bruxelles consacrée aux passagers. Les entreprises (eau et bois) ont sauvé la voie locale de déserte ferroviaire. En aval d'Etalle, de sérieux problèmes d'embouteillage liés à un taux de croissance tout à fait imprévu du trafic routier (question) sont apparus. Combinées à l'individualisation des transports et aux conséquences sur l'effet de serre deux alternatives à la voiture individuelle sont apparues : aires de co-voiturage en bordure de l'autoroute (Queuvin) et développement des surfaces de parking et d'aires commerciales autour des gares d'Habay et Marbehan.

Des espaces dissociés et spécialisés, un habitat allongé dispersé !

Les contournements amènent le développement de zoning de supérette grande distribution à l'extérieur des agglomérations et autour des parkings de délestage (le commerce de proximité a connu un déclin et a pratiquement disparu). Les zonings artisanaux accueillent indifféremment mais sous forte contrainte environnementale, bâtiments agricoles, garages et pépinière d'agrément. Cette nouvelle organisation spatiale du territoire amène une division/spécialisation par fonction : Etalle devient un pôle économique avec ses supérettes, son zoning artisanal avec garage, pépinière et banque. La forêt et la zone de Meix-devant-Virton ont obtenu le statut de poumon vert (malgré les conflits d'usages qui ont notamment vu il y a 10 ans de vives protestations des néo ruraux s'opposer à la création d'un golf bio financé par un consortium luxembourgeois). Toutes les localités ont transformé de la SAU en zone à bâtir, la population a connu une croissance de 100% en 20 ans, les lotissements s'étirent le long des axes de communication affaiblissant ainsi les anciens noyaux villageois.

Questions : Si une crise mondiale mettait A VENDRE le Grand Duché de Luxembourg ? N'est ce pas un territoire générateur d'inégalités pour ceux qui n'ont pas su s'adapter au gisement d'emplois extérieur (prix immobilier, gestion du temps, ...)

Description de l'image 2

RESSOURCEMENT

Clairière, slow territoire, territoire 30 km/h

Suivre ou précéder, l'adaptation doit-elle se faire à tout prix ? Faut-il attendre un nouveau choc pétrolier ou boursier, virtuel ou identitaire pour que la société se remette en question et que la spéculation sur le parc immobilier subisse un assainissement drastique ? **Un choix** est fait au niveau local. Les enjeux de mobilité sont transformés en enjeux d'aménagement du territoire, la question du temps devient centrale. Les ressources naturelles sont valorisées.

Mobilité Lente

La vitesse de la mobilité est « figée » volontairement à travers une politique de réduction drastique de la vitesse : généralisation des zones lentes (30 km/h) et une valorisation d'un réseau de voies secondaires qui assure une occupation réticulée du territoire. Politiques locaux et monde associatif mettent en place cette politique qui tient davantage du volontarisme des habitants que d'une démarche contraignante que seule la peur du gendarme motiverait. Train

vecteur de tourisme lent : dans le cadre d'un vaste programme européen de lutte contre l'effet de serre la ligne commerciale Marbehan Valvert Croix Rouge est valorisée au niveau touristique et prolongée : jonction avec la ligne Athus Meuse.

Gestion du temps

Plus que la mobilité c'est la gestion du temps qui devient l'enjeu du développement : face au « temps du marché » qui cause des inégalités de 1 à 5 dans les revenus, voit les plus nantis racheter bon marché le temps des services culturels et éducatifs pour leurs enfants, une bourse d'échange de temps est mise sur pied.

Habitat et emploi

Cette mobilité lente revitalise les noyaux villageois, développement de l'emploi local à travers une politique de soutien active au développement d'un réseau de chambre d'hôte, de ferme de ressourcement. Pour d'autres c'est le télétravail qui leur permet de réduire les navettes pour se rendre au siège de leur entreprise. (En revanche le coût de la mobilité scolaire des jeunes s'accroît, on hésite à les envoyer à la capitale, les pôles d'enseignement d'Arlon et Virton seraient-ils la solution) ?

Des entreprises privées commerciales existantes sont mises à contribution pour une réflexion sur une exploitation lente des ressources.

Des festivals ambassadeurs du territoire

Le choix n'est pas celui d'un retour au moyen âge... ou celui du syndrome de l'enfermement. Les activités socio culturelles modèlent le territoire. Le Cuestas Jazz festival est un festival décentralisé et étalé sur la belle saison. D'autres manifestations socio-culturelles sont devenues ainsi les ambassadeurs d'un territoire appellation « ressourcement » contrôlé. Les regards se tournent autant vers le Sud, la France que vers l'Est et le GDL pour éviter l'enfermement.

Questions. Comment les communes vont-elles supporter le manque à gagner fiscal de stabilisation démographique qui a vu un fort vieillissement de la population ? Quels sont les risques de stagnation voire de déprise et de désertification ? N'est ce pas un scénario Réserve de « Gaulois Gaumais » ? Que sera l'avantage de cette offre ressourcement face aux anciens pôles touristiques tels que Florenville ?

Description de l'image 3

POLE D'EXCELLENCE (de compétences ?) TECHNOLOGIQUE

Silligaume vallée, « Glocal »

Le choix est local mais cette fois tourné vers de « nouvelles activités » qui sont centrées sur des enjeux globaux (glocal) et non plus basées sur les ressources et un espace existant. Ces nouveaux enjeux (développement durable) appellent la mobilisation de compétences combinées au développement de technologies. Il y a donc mobilisation de deux types de ressources : les ressources dites naturelles (foncier, bois, Natura 2000) et les ressources dites intellectuelles. Ceci suppose qu'autour des nouveaux problèmes (environnementaux notamment) une nouvelle articulation existe entre des entreprises locales performantes technologiquement et des « centres de production de savoir (Université, ...)".

Gestion d'un patrimoine

La question de la gestion de ce patrimoine ressource connaissance pose à la fois la question de la durée limitée de certaines ressources et de leur capacité au renouvellement. Comment éviter une exploitation minière des ressources qui verrait des entreprises se délocaliser dès que les ressources matérielles ou immatérielles (facilité d'installation, disponibilité de la main d'œuvre) disparaissent ? Quel rôle pour les entreprises privées, pour les pouvoirs publics et pour les associations dans la définition des modes de gestion, leur gestion et leur évaluation ?

Habitat transformé !

Interdépendance entre production et habitat : les choix de développement concernent autant la production que l'emploi que les usagers des biens produits : une prime à l'habitation est créée en fonction de la mise en œuvre des technologies produites sur le territoire ou apparentées : soutien aux infrastructures collectives qui utilisent les énergies renouvelables dont par exemple la valorisation du bois, obligations pour les particuliers de respecter des prescriptions urbanistiques qui peuvent amener à modifier les volumes et les agencements de l'habitat (chauffage passif, etc...). A l'inverse, les PME sont invitées à s'installer dans une logique de proximité, au plus près des noyaux villageois. Elles contribuent à leur manière à la vie sociale des noyaux villageois (comme autrefois les fermes jouaient ce rôle).

Mobilité des connaissances !

La question de la mobilité n'est plus celle des personnes mais bien de l'interconnexion entre pôle de développement des connaissances. Ceci implique des connexions avec l'extérieur mais qui est à la fois assurée par le télétravail et par des déplacements moins réguliers vers les centres de production de connaissances. Déplacements assurés à travers un déplacement ferroviaire où les wagons « bureau » seront largement utilisés. Le renouvellement de la population est assuré par l'attrait pour un nouveau type d'habitat et par ces nouveaux métiers.

Questions

Le choix en faveur d'une économie du futur localisée peut-il se limiter à des nouveaux enjeux technologiques ? Quels seront les enjeux sociaux en terme de gisement d'emploi : une nouvelle économie basée sur les besoins des résidents (éducation mais aussi, vieillissement marqué de la population) ?

AXE AGRICULTURE : 5 images

- 1. AGRICULTURE Européenne forte dans une économie mondialisée**
- 2. L'ORDRE AGRO ALIMENTAIRE**
- 3. AGRICULTURE A VISAGE GAUMAIS**
- 4. AGRICULTURE DE SERVICE AUX CUESTAS**
- 5. AGRICULTURE SOIGNEUR DE VIE**

Description de l'image 1

AGRICULTURE Européenne forte dans une économie mondialisée

Ranching version agricole

Cette image repose sur l'hypothèse que la Politique Agricole Commune (PAC), telle qu'elle a été réformée peut se prolonger, sous réserve que des aménagements soient mis en œuvre afin de corriger certaines caractéristiques du régime actuel. L'agriculture reste une des préoccupations importantes de la société et l'opinion favorable à un financement public spécifique élevé pour ce secteur. Il y a, cependant, un grand changement par rapport à la situation actuelle. L'Europe a recours à l'argument du besoin de sécurité sanitaire des consommateurs. En conséquence l'éco-conditionnalité des primes s'impose pour garder le soutien de l'opinion publique.

Un tel projet, porté par des organisations agricoles appuyées par l'Etat pour défendre l'ordre ancien, pourrait donc trouver dans l'instabilité des marchés mondiaux un argument en faveur de l'auto-approvisionnement alimentaire de l'Europe. Pour les agriculteurs et les éleveurs en particulier il suppose que ces derniers maîtrisent un marché européen soumis à la pression croissante de l'ouverture du marché. Faut-il garder le Blanc-Bleu Belge ou choisir une race valorisable sur le marché européen tel que le limousin ?

L'agrandissement constant des exploitations et le coût du foncier, mais aussi les exigences en main d'œuvre du Blanc-Bleu Belge, voit les sociétés de gestion se multiplier : de nouveaux métiers apparaissent, gestionnaire d'un capital foncier considérable, infirmier vétérinaire spécialiste de la césarienne, saisonnier engagé pour rentrer et sortir le troupeau le ranching devient un nouveau modèle d'exploitation sur ce territoire ou le prix du foncier donne un avantage comparatif à l'élevage gaumais. Mais ceci a un coût social : les agriculteurs

deviennent extrêmement minoritaires et esseulés. La profession perd à chaque génération la moitié de ses effectifs. A l'horizon 2022 elle passe sous le seuil symbolique de 1%.

Questions : de l'éco-conditionnalité à la socio conditionnalité ? Dans un contexte de chômage structurel, l'Europe peut-elle continuer à affecter pratiquement la moitié de son budget à l'agriculture sans conditionnalité sur main d'œuvre ? (De façon plus locale, la concurrence pour le foncier entre naturalistes et agriculteurs ne débouche-t-elle pas sur une gestion dissociée entre réserve naturelle d'un côté et agriculture industrielle de l'autre qui pousse ce modèle vers l'image 2. De plus cette agriculture à la fois productiviste et fortement subventionnée serait critiquée par des consommateurs aux exigences grandissantes et par une société attachée à son cadre de vie, désireuse de limiter les effets de l'intensification agricole sur l'environnement et ne se satisfaisant pas du simple respect des normes légales ???

Description de l'image 2

L'ORDRE AGRO ALIMENTAIRE

Distributeurs et industries agroalimentaires pilotent l'agriculture

Cette image fait l'hypothèse que les groupes industriels et de la grande distribution alimentaire, largement internationalisés, prennent la place d'un Etat se retirant progressivement du secteur agricole sous l'effet d'une idéologie libérale qui finit par s'imposer en Europe. Il se structure autour de deux grands mouvements : d'abord, le secteur agricole est piloté par ces nouveaux leaders économiques dont les enseignes de grande distribution sont le fer de lance ; ensuite, les soutiens à l'agriculture sont considérablement réduits, ou éventuellement réorientés, et les barrières non tarifaires sont complètement démantelées à la suite des négociations internationales (OMC, Codex Alimentarius, etc.). L'innovation porte sur les produits finaux elle est dite décalée : emballage, produits allégés/enrichis/recomposés...

Dans ce cadre le statut social des éleveurs est transformé. Salariés intégrés comme maillon d'une filière, coincés entre les industries d'amont fournisseuses d'intrant telles Monsanto et les industries d'aval de transformation et de commercialisation telles Nestlé, contractualisés ils deviennent un maillon anonyme des filières, réduits à un travail de sous-traitance. Les fermes autrefois dispersées dans les paysages bucoliques des cuestas sont maintenant regroupées dans des zonings à vocation purement économiques, proches des grands axes routiers et des centres logistiques. Quelques résistants ont valorisé l'usage du cheval de trait et survivent grâce à des marchés informels qui échappent en partie au contrôle et à la traçabilité promue par la grande distribution. Sont-ils une réelle alternative ou un faire valoir pour la composante locale d'un marketing séduisant ?

Détachés de la vie locale, les agriculteurs sont des entrepreneurs dont un œil est rivé sur les cours des matières premières et l'autre sur la bourse de rachat des exploitations agricoles en Amérique Latine, qui offrent de nouvelles perspectives à leurs successeurs. Ils se battent donc aujourd'hui sur un marché mondial alors que leurs parents avaient inventé les fermes ouvertes.

Certains racontent, en se rappelant le drame des fermetures d'Athus Longwy, la déconfiture de la foire de Libramont qui n'a eu d'autre choix que d'être rachetée par un consortium de distributeurs européens pour y organiser au carrefour de l'Allemagne, de la France et du Luxembourg la biennale des innovations agroalimentaires, Valvert en est un des partenaires industriels. C'est dans ce lieu que de nouveaux critères de qualité sont négociés entre ONG et industrie Agroalimentaire. Elles portent sur de « nouvelles » demandes de consommation à portée globale : impact sur la déforestation dans les pays du Sud, intégration des coûts de transport à travers des labels tels que l'empreinte écologique etc...

Questions : Comment interpréter les crises alimentaires ? L'imposition de plus en plus drastique de normes sanitaires et de traçabilité par les IAA est-elle une réponse adéquate ? Qu'en pensent les petits producteurs qui se voient ainsi exclus d'un accès au marché ?

Description de l'image 3

AGRICULTURE A VISAGE GAUMAIS

Qualité liée à l'origine, à la production et à la souveraineté alimentaire

Cette image part de l'hypothèse que le modèle des produits fermiers et des labels de qualité basés sur l'origine des produits pourrait être un moteur de développement de l'agriculture et de maintien de l'emploi en Gaume, zone historiquement la plus extensive de Belgique, qui fut trop longtemps un réservoir de biodiversité pour la Belgique. Des artisans charcutiers et fromagers français sont venus s'installer pour fonder avec leurs collègues gaumais un centre biotechnologique à Virton qui voit le label « soleil des cuestas » s'étendre à une large gamme de production gaumaise. La chambre des consommateurs gaumaise intervient régulièrement dans la négociation des permis de bâtir des supérettes pour imposer un quota minimum de produits locaux et labellisés dans leurs linéaires.

L'agriculture n'est pas en reste elle se consacre à la production de qualité, fondée sur des pratiques raisonnées et contrôlées par la collectivité (marché fermier, vente de proximité voire appellation d'origine) associée à un espace social et/ou territorial organisé (les instances régionales ont ici un rôle central), insérée dans les marchés. Bien qu'un moment certains aient cru que cette stratégie était uniquement réservée à une production haut de gamme, un contre mouvement né des associations y a très vite défendu l'idée d'une autonomie de la production. Celle-ci vise à garantir un certain degré de souveraineté alimentaire. L'abbaye d'Orval et son centre de panification en est le fer de lance en collaboration avec la fédération des marchés fermiers Gaumais. De façon complémentaire, la télévente vers les grands centres urbains a pu alors se développer. Une nouvelle gamme de produits laitiers santé en a fait le succès.

La qualité qui a émergé à la fin du siècle passé comme un axe de développement s'est donc affirmée de façon centrale de la politique agricole européenne. Namur cite les Cuestas comme exemple de cette référence dont le succès tient tant à la gestion décentralisée des aides publiques qu'à la puissante chambre des consommateurs. Cette dernière a su développer les compétences des consommateurs : soutien à l'organisation de réseau de groupement à travers des échanges européens, et échange organisations intermédiaires : groupements et associations de consommateurs, organisation intermédiaire de certification, école de goût, etc).

D'un point de vue professionnel, on l'a compris, l'axe fort est la reconstruction du lien avec les consommateurs que l'industrialisation de la production alimentaire a évincés.

Question : ne risque-t-on pas une dualisation de la consommation ? Entre des consommateurs à revenu confortable qui ont accès à ce marché et des consommateurs exclus qui se rabattent sur des produits « Discount ? », des produits « Blancs ». Comment répondre au besoin (réel ou supposé) de diversité et de nouveauté permanente de produits (auquel les IAA répondent si bien ?)

Description de l'image 4

AGRICULTURE DE SERVICE AUX CUESTAS

De la production alimentaire à la production de services, de l'image du jardinier à celle de gestionnaire de la nature

Cette image fait l'hypothèse d'un effacement de la politique agricole au profit d'une politique de développement rural. Les crédits budgétaires pour l'agriculture sont, dans ce scénario, décentralisés aux niveaux régional et subrégional.

Il y a trente ans un événement clef est venu bousculer les certitudes : le passage de 30% des pâturages sous Natura 2000 notamment à Etalle et Tintigny. C'est de moins en moins à Bruxelles voire Namur que l'on négocie l'appui au développement rural pour garantir le revenu des agriculteurs mais bien avec les collectivités et pouvoirs publics locaux.

La profession et le syndicat agricole a vu ainsi ses forces vives s'orienter progressivement vers d'autres interlocuteurs : naturalistes, aménageurs etc. A l'image de jardinier du paysage est venue se substituer celle de gestionnaire du territoire. Les projets sont soutenus en fonction de l'interaction avec le reste de l'économie régionale. A la logique de spécialisation industrielle s'est substitué une logique de services aux collectivités. Reconnaissance et rémunération des travaux d'aménagement que les agriculteurs réalisaient déjà autrefois : entretien des fossés etc., développement de nouvelles activités de gestionnaire de la nature. La « monoculture » de l'élevage bovin a disparu. Les troupeaux mixtes de moutons bovins sont des paysages typiques que l'on retrouve sur certaines cartes postales des cuestas. Si l'agriculture fournit donc toujours des produits alimentaires elle a su maintenant affirmer d'autres fonctions de services en matière d'entretien de l'espace, de prévention des risques naturels et de construction d'externalité valorisables par d'autres activités, notamment touristiques. Ce ne sera pas non plus une logique de spécialisation mais une logique de multifonctionnalité pour les activités et de pluriactivité pour les hommes concernés.

D'un point de vue du statut professionnel ce scénario implique une rupture au niveau du statut individuel et une transformation des organisations collectives : passage du statut d'exploitant familial agricole au statut d'entrepreneur rural et transformation des formes d'organisations collectives qui s'adressent aux divers interlocuteurs du territoire : naturalistes, syndicats d'initiatives, mairies, mais aussi écoles, centres culturels, ... Ceci débouche sur des formes de contractualisation locale, de contrat territorial. La chambre du commerce est devenue également depuis dix ans celle des artisans et des entrepreneurs ruraux. Des formes de prise

en charge par la collectivité sont inventées pour favoriser la formation d'entrepreneurs ruraux, les installations progressives et l'exercice de ce métier à titre secondaire.

Questions : Le statut d'entrepreneur rural pose à la fois des questions de concurrence vis-à-vis des activités d'autres indépendants (dont les chambres du commerce se font les porte-parole) et vis-à-vis de naturalistes ardents défenseurs d'une politique de mise en réserve. Pourquoi en effet faut-il encore des agriculteurs si l'industrie agroalimentaire peut s'en passer ?

Description de l'image 5

Un lieu de vie Soigneur de Vie... à suivre

Dans un système mondialisé, le rythme de vie des urbains et des néo ruraux les mettent dans des conditions de manque de vie et sont à la recherche de source de vie. Des conditions de travail dévitalisées ...déconnectées. Ces personnes sont en manque de vie dans leur quotidien. Les fermes ne sont plus indispensables pour se nourrir. Notre nourriture vient d'ailleurs, l'artificialisation de la production alimentaire est poussée. De la viande est produite sans animaux, des produits laitiers sans vaches. Suite à une crise ou développée dans des poches d'innovation et d'utopie un nouveau modèle de fermes apparaît.

Les fermes sont des lieux qui rendent la vie sensible qui reconnectent des personnes coupées. Ce sont des lieux où des personnes viennent en demande, décident de mettre de l'argent, d'y passer du temps pour leurs loisirs.

La présence des animaux non productifs, transforme les paysages : les chevaux, les moutons et les bovins ne sont plus des « troupeaux de production » mais des couleurs et des respirations du paysage. La notion d'outil de production a disparu au profit d'une nouvelle notion d'espace et de temps. La profession de ses animateurs de lieu de vie se décline sur trois caractéristiques : elle ne produit pas, elle soigne la vie ça prend beaucoup de temps et ça ne rapporte pas gros et il est entretenu par ceux qui sont demandeurs. Ainsi il ne s'agit plus de marcher pour « faire » des kilomètres que l'on pourra accumuler sur sa carte de clubman mais d'apprendre à être regardé par l'herbe ou par la vache, par la branche de l'arbre qui croise le chemin. Le cheval n'est plus « monté » il conduit son compagnon humain.

La fonction de production n'est pas ce qui donne sens au métier même si des pâtures et de l'entretien de la vie de la terre passent par la culture et les rotations même s'il est utile de garder un outil de production que l'on peut réactiver en cas de crise. Ce qui produit de l'argent ce n'est pas la ferme mais au contraire les gens qui y viennent et qui captant le plus de vie créent des entreprises : restaurant, brasserie, maison d'accueil d'handicapés.

Questions : Quid de l'autonomie alimentaire ? Comment enrichir et rendre plus cohérent ce modèle de rupture ?